

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Une contestation ouvrière qui doit s'élargir



- **Révolte en Iran**
- **Meloni, nouveau visage de la réaction**
- **Haïti : protestations populaires et gangs armés**
- **Côte d'Ivoire : Grève à Yopougon**
- **Qatar : exploitation féroce et contrats mirobolants**
- **Le droit à l'avortement aux États-Unis**
- **L'ex-Secrétariat unifié et la guerre en Ukraine**

Au sommaire de ce numéro

Grèves et manifestations : la contestation ouvrière doit s'élargir	1
Révolte en Iran : quelles perspectives et quelle direction ?	4
Italie : Meloni, nouveau visage de la réaction	11
Haïti : protestations populaires et gangs armés	16
Côte d'Ivoire Zone industrielle de Yopougon : un mouvement de grève inédit qui en appellera d'autres	26
Qatar : exploitation féroce et contrats mirobolants à l'ombre de la dictature	29
États-Unis : le droit à l'avortement remis en cause	34
L'ex-Secrétariat unifié face à la guerre en Ukraine	41

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Grèves et manifestations : la contestation ouvrière doit s'élargir

Depuis septembre, la France est traversée par une série de mobilisations comme elle n'en avait pas connu depuis la contestation de la réforme des retraites, à l'hiver 2019-2020.

Depuis des mois, de nombreux travailleurs expriment leur mécontentement sur les salaires, amputés par l'inflation. Officiellement à 6%, en réalité plus élevée pour bien des familles populaires, la hausse des prix n'est pas compensée par celle des salaires. Dans de nombreuses entreprises, comme Stellantis, Dassault, Renault Trucks, Monoprix, Carrefour, des grèves de quelques heures ou de quelques jours ont eu lieu depuis la rentrée pour des hausses de salaire. Elles ont souvent coïncidé avec des négociations annuelles officielles, dont le calendrier est fixé par les directions d'entreprise. Ce sont en général les militants syndicaux qui lancent les appels à la grève, mais elles éclatent souvent à l'initiative des travailleurs du rang, à partir d'un atelier par exemple.

Dans les raffineries, ces grèves, à l'initiative de la CGT, ont été largement suivies, reconduites pendant plusieurs semaines, et elles ont eu un large impact à partir du début du mois d'octobre, de nombreuses stations-service étant à sec. Chez ExxonMobil, qui compte deux raffineries en France, à Port-Jérôme-sur-Seine (Seine-Maritime) et à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), la grève a commencé le 20 septembre.



PATRICIA LIONNET

Reconduction de la grève à la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher, près du Havre, le 10 octobre.

Le premier groupe pétrolier au monde a annoncé qu'il avait réalisé 23 milliards de dollars de profits au cours du premier semestre, soit autant qu'au cours de toute l'année 2022, et refusait d'augmenter les salaires de plus de 4%. La grève a duré jusqu'au 13 octobre, soit 23 jours d'une grève très suivie. Entre-temps, les cinq raffineries de Total sont entrées dans la grève, à partir du 27 septembre. Le groupe Total a gagné 18,8 milliards d'euros au premier semestre et, alors que les salariés étaient sommés d'accepter une hausse des salaires de 3,5%, inférieure à l'inflation, l'entreprise devrait verser à ses actionnaires quelque 10 milliards d'euros cette année: les actionnaires n'en ont jamais assez, c'est bien connu.

Les ouvriers des raffineries ont eu à faire face à un tonneau d'insultes, d'anathèmes et de mensonges: accusés de gagner 5 000 euros par mois, de prendre le pays en otage, d'empêcher les soignants voire les services de secours de travailler, tout ça parce qu'ils refusaient la dégradation de leur condition, alors que leurs patrons se gavent. La CFDT et la CGC, opposées à la grève, ayant signé un accord dans le dos des grévistes, le gouvernement, les journalistes et le dirigeant de la CFDT Laurent Berger les ont accusés de poursuivre la grève «malgré un accord majoritaire». Les grévistes ont en réalité bénéficié d'un large soutien dans l'opinion ouvrière et, dans les files d'attente interminables aux



Dans la manifestation du 18 octobre, à Paris.

stations-service, les journalistes étaient en peine de trouver des automobilistes qui leur jettent la pierre. Dans les manifestations du 18 octobre, la solidarité de nombreux travailleurs s'est exprimée. En fin de compte, les travailleurs d'Exxon et de Total ont obtenu des augmentations et des primes supérieures à ce que leurs directions voulaient initialement leur accorder. Et leur grève a eu le mérite de porter, au niveau de tout le pays, la question des augmentations de salaire et celle de la grève.

La CGT, la FSU, FO et Solidaires ont organisé deux journées nationales de grève et de manifestations interprofessionnelles, jeudi 29 septembre, puis, en réaction à la grève des raf-

fineries, mardi 18 octobre. La grève des raffineries et l'attitude du gouvernement, qui réquisitionne des salariés, ont conduit les dirigeants de la CGT à changer de ton et à bousculer leur calendrier. Alors que depuis des mois ils restaient dans le ronron des négociations fixées par le patronat, branche par branche, et réclamaient au gouvernement du « dialogue social », ils ont appelé à la journée de grève à courte échéance et ont insisté pour que les structures de la CGT fassent le travail, lançant des appels à « se réunir », à « faire des assemblées » et à « décider de la grève ». Elle vient d'annoncer deux autres journées, les 27 octobre et 10 novembre. Qu'est-ce qui motive ce changement de

ton ? D'abord le fait que, avec les réquisitions, le gouvernement marche sur les pieds des dirigeants syndicaux, et que la CGT veut lui montrer qu'il faut compter avec elle. Mais, surtout, elle veut apparaître comme le fer de lance d'un mécontentement qui se développe dans le monde du travail fait de la flambée des prix. Face à la CFDT qui n'appelle quasiment jamais à la mobilisation, la CGT cherche à renforcer son image combative vis-à-vis des travailleurs qui n'acceptent pas qu'on leur fasse les poches. Si un mouvement de colère devait éclater, elle veut pouvoir en garder le contrôle, ce qui n'est possible que si elle apparaît du côté des grévistes. Enfin, il est possible que la direction de la CGT, accusée par son opposition interne d'être trop peu combative, veuille marquer les esprits à l'approche du congrès fédéral de mars 2023.

À l'échelle du pays, Les manifestations auraient rassemblé respectivement 118 500 et 107 000 manifestants selon la police, 250 000 et 300 000 selon la CGT. Les manifestants n'étaient pas forcément les mêmes d'une journée à l'autre. Certains secteurs, la SNCF et l'enseignement professionnel par exemple, étaient plus mobilisés le 18 octobre. Sans être massives, ces mobilisations montrent qu'une partie des travailleurs veulent en découdre, tandis que d'autres attendent de voir. De son côté, la Nupes a organisé dimanche 16 octobre une marche « Contre la vie chère et l'inaction climatique », qui aurait rassemblé 30 000 personnes à Paris, mais dont les objectifs sont de renforcer la gauche parlementaire pour lui permettre, un jour, de revenir aux affaires et de gérer à son tour les affaires de la bourgeoisie.

Pour l'instant, il s'agit de luttes éparses pour des augmentations de salaire, notamment dans les raffineries ainsi



Manifestation du 29 septembre, à Paris.

que dans quelques autres secteurs, par des grèves ou des débrayages. C'est à travers ces premières luttes que les travailleurs peuvent parvenir à la conscience du fait qu'il leur faut généraliser leurs luttes. Le mécontentement voire l'angoisse de ne plus pouvoir s'en sortir sont réels dans les classes populaires. Et les travailleurs ont de plus en plus de raisons de contre-attaquer, alors que l'inflation progresse chaque mois et qu'une nouvelle crise financière menace. La grande bourgeoisie, épaulée par le gouvernement, n'a qu'une seule politique : faire payer la crise aux travailleurs. Le gouvernement Macron a engagé de nouvelles attaques, dont une réforme de l'Assurance chômage qui va dégrader l'indemnisation des sans-emploi. Et il prépare une réforme des retraites qui vise à repousser l'âge de départ à 64 puis 65 ans. Quant aux capitalistes, ils sont déterminés à abaisser les salaires réels, pour préserver et augmenter leurs profits et les dividendes distribués aux actionnaires. Les représentants

de la bourgeoisie contribueront peut-être ainsi à transformer le feu qui couve aujourd'hui en un véritable incendie.

Les militants révolutionnaires doivent préparer les travailleurs qui les entourent à la perspective que le regain des luttes débouche sur la construction d'une véritable force collective susceptible d'inverser le rapport de force entre les travailleurs et le patronat. Une telle force ne se construit pas à l'Assemblée nationale, ni même dans des marches d'opposition à Macron, comme celle que la Nupes a organisée. Elle se construit dans les entreprises, à partir de la mobilisation des travailleurs, à partir de leur détermination à lutter. La grève des raffineries a montré combien les travailleurs pouvaient peser sur la vie sociale et politique quand ils se mettaient en grève.

C'est ce bras de fer qu'il faut préparer. Avec les travailleurs qui veulent se défendre, il faut discuter d'une politique de lutte : que revendiquer et

comment s'organiser pour mener la lutte ? Des revendications peuvent unifier les travailleurs dans un même mouvement : des augmentations uniformes de salaire de 300, 400 euros ; leur indexation sur les prix, sous le contrôle des travailleurs ; un minimum de 2 000 euros net pour toutes et tous. Mais se mettre d'accord sur les revendications n'est pas encore suffisant. Les grèves du passé, et celle de Total, nous le montrent : même quand la détermination et la combativité sont au rendez-vous, des appareils syndicaux peuvent s'opposer aux luttes. Il faut donc militer pour des grèves déterminées et pour leur élargissement à l'ensemble du monde du travail. Il est tout aussi vital de militer pour que les travailleurs contrôlent effectivement leurs luttes, sans s'en remettre aux directions syndicales. Ils doivent être les dirigeants de leur propre mouvement, en réunissant des assemblées de grévistes et en élisant des comités de grève.

25 octobre 2022



Révolte en Iran : quelles perspectives et quelle direction ?

À la suite du décès de Mahsa Amini, 22 ans, morte le 14 septembre sous les coups de la police des mœurs de Téhéran parce qu'elle portait mal son voile, la contestation du régime des ayatollahs, qui dirigent depuis 1979 la République islamique d'Iran, a pris de l'ampleur.

Aux images de femmes brûlant leur voile dans la rue, au slogan phare du mouvement « Femmes, vie, liberté », se sont vite ajoutés les mots d'ordre « Mort au dictateur », « Khamenei tu es un meurtrier, nous t'enterrerons », « À bas l'oppressur, qu'il soit roi ou guide suprême », repris un peu partout dans tout le pays. La contestation touche toutes les grandes villes, dans toutes les régions, que la population appartienne à des minorités ethniques ou non, qu'elle soit chiite ou sunnite.

DES MANIFESTANTS, FEMMES ET HOMMES, JEUNES ET DÉTERMINÉS

La détermination des manifestants, femmes et hommes réunis, est frappante. Les femmes qui circulent ostensiblement sans voile savent qu'elles risquent d'être battues par la police, arrêtées et torturées en prison, mais cela ne les arrête pas : « Je me bats, je meurs, je récupère l'Iran », scandent certains manifestants. Une bande-roule proclamait mi-octobre à Téhéran : « Nous n'avons plus peur de vous, et nous allons vous combattre. » Et il y a d'ailleurs des blessés et des morts du côté des forces de répression. Dès les



Des foulards jetés dans un feu de poubelle, à Téhéran, fin septembre.

premiers jours, les proches de l'ayatollah Khamenei ont exhorté la police et les pasdarans, les gardiens de la révolution, à « ne montrer aucune pitié » et à « ne pas épargner les criminels ». Selon l'association Iran Human Rights, plus de 240 personnes avaient déjà été tuées au 15 octobre et des milliers d'autres blessées, un chiffre précis étant difficile à établir car les blessés fuient les hôpitaux où les sbires du régime viennent les arrêter, comme 8 000 manifestants l'ont déjà été dans plus de cent villes.

Dans deux régions plus pauvres que les autres, où la population est majoritairement sunnite, et non pas chiite comme les ayatollahs au pouvoir, le Kurdistan et le Sistan-et-

Baloutchistan, la répression a été particulièrement violente. Au Kurdistan iranien, région où vivait Mahsa Amini, les opposants au régime sont plus organisés, souvent sur les bases des nationalistes kurdes, parfois en se revendiquant du maoïsme ou du communisme. Sous prétexte que certains manifestants étaient armés, la police et les pasdarans ont tiré à balles réelles, tuant au moins 30 personnes. Au Baloutchistan, le viol et le meurtre d'une jeune Baloutche de 15 ans par le chef de la police du port de Chabahar se sont ajoutés à la colère suscitée par la mort de Mahsa Amini pour déclencher des émeutes populaires. La répression a fait plus de 50 morts, tandis que deux colonels des

TWITTER



Dans une salle de classe, doigts d'honneur au portrait officiel des ayatollahs Khamenei et Khomeiny.

pasdarans étaient tués.

Une autre caractéristique de cette contestation est la grande jeunesse des participants. La révolte ne touche pas seulement les étudiants, qui ont imposé la suspension des cours, puis des occupations d'universités, à Téhéran et dans une dizaine d'autres villes, aux cris de « Les étudiants préfèrent la mort à l'humiliation », avant d'être délogés manu militari et embarqués en garde à vue ou en prison. Elle touche des élèves du secondaire, et d'abord des filles, parfois même du primaire, arrachant le portrait de l'ayatollah qui trône dans toutes les classes, lui faisant un doigt d'honneur sacrilège, refusant de porter le voile et se rendant à des manifestations interdites. Le conseil de coordination des enseignants du primaire, qui avait organisé, en dehors des syndicats officiels, une longue grève pour les salaires fin 2021 et début 2022, dénonce l'intrusion de la police dans les établissements scolaires et la délation par certaines directrices. Ainsi le 17 octobre Asra Panahi, 16 ans, qui avait refusé de participer à une manifestation imposée de soutien au régime, est morte

à Ardabil, sous les coups de la police. La mort de deux autres lycéennes de 16 ans, tuées au cours d'une manifestation, et les pressions du pouvoir sur leurs familles pour qu'elles avalisent une version officielle mensongère des causes de leur décès, ont renforcé la colère. Parmi les victimes de la répression, 23 auraient entre 11 et 17 ans selon Amnesty international. Un juge de Téhéran condamne systématiquement les mineurs arrêtés à un an de prison, 74 coups de fouet et un an de présence obligatoire à la prière du vendredi ! Cela n'arrête pas ces jeunes : la révolte et la détermination ne sont pas une question d'âge.

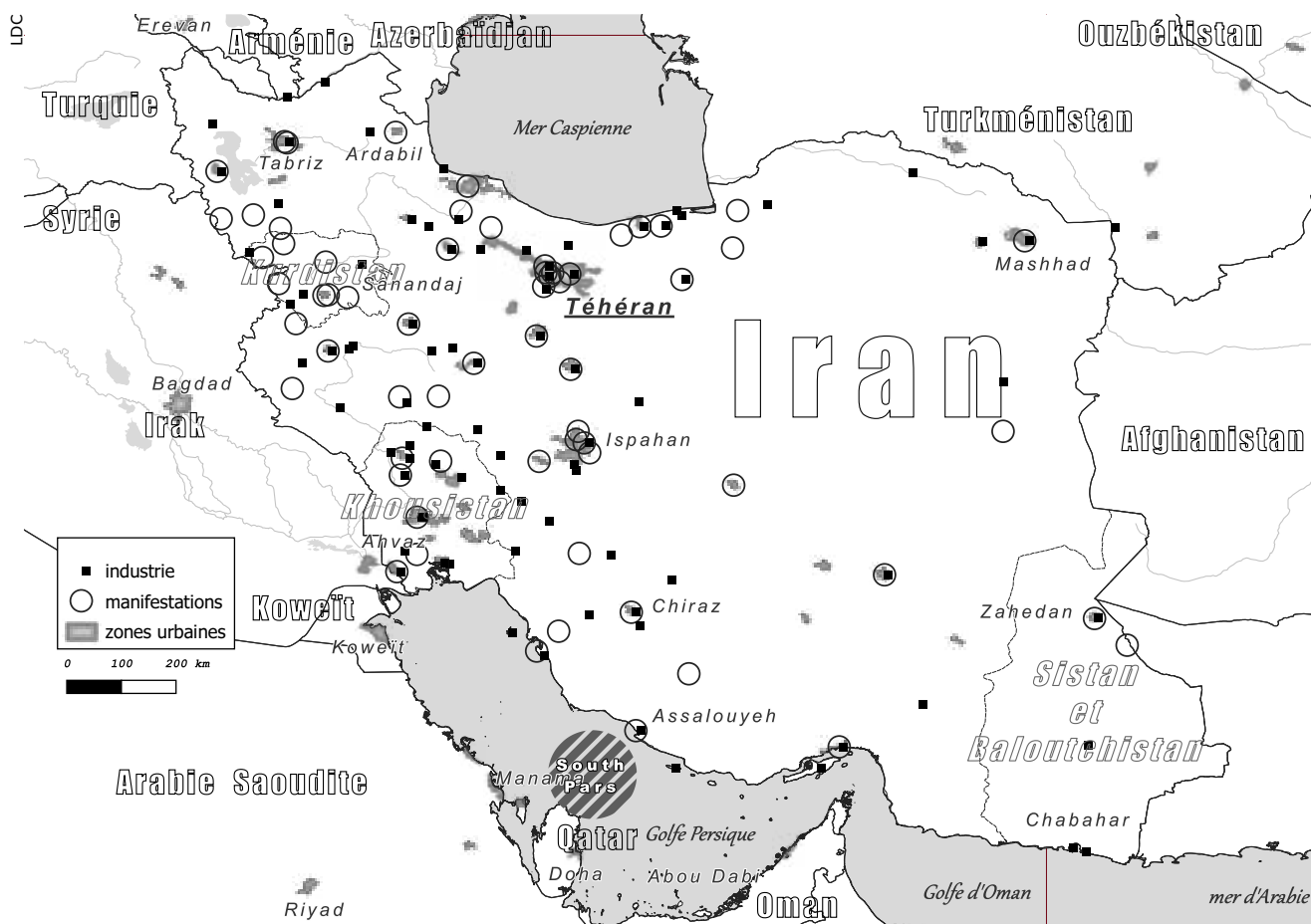
UNE CONTESTATION POPULAIRE

En s'en prenant violemment à la jeunesse, le régime a suscité une large réprobation dans le pays. Des personnalités sportives, comme les footballeurs de l'équipe nationale, ou culturelles, jusque-là loyales au régime, ont marqué leur soutien à la révolte. Ces personnalités ont pris le risque d'être arrêtées sous l'accusation « d'encourage-

ment aux émeutes » et de « solidarité avec l'ennemi », comme l'a été un ancien animateur de la télévision publique. De nombreux lieux culturels, mais aussi des magasins, restent fermés en signe de soutien.

Le soutien n'est pas limité à la petite bourgeoisie. Il semble plus profond. En atteste le succès viral de la chanson Baraye, relayée immédiatement par plus de 40 millions de personnes, dans un pays de 82 millions d'habitants. Composée par un chanteur populaire de 25 ans, arrêté pour cela avant d'être relâché, Baraye (« à cause de... » ou « pour » en persan) égrène les raisons de renverser le régime et dresse la liste de tous les interdits dans cette dictature, pour les femmes, pour la jeunesse comme pour toute la population. Elle dénonce pêle-mêle le contrôle des mœurs, l'avenir bouché, les arrestations arbitraires, la pauvreté, l'impasse économique du régime, la pollution qui ravage le pays...

Un autre indicateur du soutien populaire, porteur d'espoir pour l'avenir parce qu'il pourrait changer la nature sociale de la contestation, est la grève organisée par quelque 4000 travailleurs du complexe pétrolier de South Pars, dans le sud du pays, rejoints par ceux des raffineries du Khouzistan, plus au nord. Ces travailleurs représentent une force, par leur nombre, par leur concentration dans un secteur qui fournit la principale ressource économique du pays, et plus encore par leurs traditions de lutte. Leurs anciens avaient joué un rôle crucial, en 1979, dans la chute du shah, qui avait amené au pouvoir les ayatollahs. À l'été 2021, ils avaient fait grève pour obtenir la titularisation des contractuels, que les patrons de l'industrie pétrolière, proches du régime, embauchent pour réduire les salaires et dégrader les conditions de travail. Les syndicats officiels étant soumis aux patrons et les syndicats



Les manifestations en Iran depuis mi-septembre 2022. (Source : Critical Threats).

indépendants étant interdits, les travailleurs du pétrole ont pris l'habitude de créer des comités de lutte. Ainsi, le comité de lutte des contractuels du pétrole a publié début octobre une adresse au régime : « *Nous arrêterons de travailler et rejoindrons le peuple si vous continuez à tuer et à arrêter des gens dans leur protestation contre le port obligatoire du hijab.* » D'autres militants, dans le secteur du transport et l'industrie sucrière, ont appelé à la grève.

LA DICTATURE DES AYATOLLAHS

Le régime redoute que la révolte actuelle, démarrée dans la jeunesse, sur le terrain des libertés démocratiques, contre le voile obligatoire, ne se transforme en révolte sociale. Il le craint d'autant plus que les ayatollahs ont eux-mêmes ac-

cédu au pouvoir en prenant la tête de l'immense soulèvement populaire qui a fait tomber la monarchie pro-américaine du shah, avant de le canaliser et de réprimer tous leurs opposants.

La République islamique est depuis sa naissance une dictature théocratique et policière, imposant les conceptions moyenâgeuses du clergé chiite sur la place des femmes dans la société et sur leur tenue, réprimant durement ses opposants politiques et tous les travailleurs qui résistent à l'exploitation. Mais elle a su gagner, au cours des années 1978-1979, une base populaire assez solide pour lui permettre de résister pendant plus de quarante ans aux pressions de l'impérialisme, à plusieurs embargos économiques, à une guerre dévastatrice avec l'Irak et à plusieurs révoltes intérieures.

En apparaissant comme un opposant irréductible à la dictature militaro-policière

du shah, l'ayatollah Khomeiny (1902-1989), chef du clergé chiite, emprisonné puis exilé pendant quinze ans en Irak puis en France, s'est imposé comme le dirigeant du soulèvement populaire qui dura des mois en 1978-1979. Pour y parvenir, il a pu compter sur le suivisme et l'aveuglement politique de toutes les forces politiques antimonarchiques du pays, depuis les courants bourgeois libéraux jusqu'aux organisations se réclamant d'un « islam révolutionnaire » teinté de marxisme, comme l'organisation des Moudjahiddines du peuple, en passant par le parti Toudeh, le parti communiste iranien. Sous prétexte de faire l'unité contre le shah, sous prétexte que Khomeiny, le clergé chiite qui le suivait et les milices qu'il contrôlait, étaient extrêmement populaires dans les milieux pauvres, tous les partis d'opposition, qu'ils soient laïcs, libéraux ou marxis-

sants, l'ont reconnu comme la direction du mouvement. Les partis qui avaient quelque crédit auprès des ouvriers, en particulier ceux du pétrole, organisés dans des comités et en grève contre le shah, manifestaient derrière les portraits de Khomeiny, sans jamais mettre en garde les travailleurs contre le danger qu'il représentait. Non seulement ces partis laissèrent le pouvoir aux religieux, mais ils désarmèrent politiquement les travailleurs, en présentant les ayatollahs comme leurs alliés et même leurs représentants.

Khomeiny accéda au pouvoir le 12 février 1979, à l'issue d'une insurrection armée des masses pauvres de Téhéran, qu'il n'avait pas souhaitée et qu'il ne put empêcher, mais aussi avec le soutien d'une large fraction des officiers de l'armée, formés par les États-Unis et loyaux au shah encore quelques semaines auparavant. La République islamique fondée par Khomeiny recycla l'essentiel des cadres de cette armée, même si elle créa de nouveaux organes de répression, une deuxième armée avec les pasdarans ou gardiens de la révolution, ainsi que les bassidjis, des milices recrutant des pauvres pour encadrer d'autres pauvres au nom du rigorisme religieux.

Dès sa naissance, l'idéologie du régime a été un mélange de



Manifestation en janvier 1979 à Téhéran.

nationalisme anti-impérialiste, de démagogie égalitaire à l'égard des pauvres et, en même temps, d'obscurantisme religieux et de pratiques sociales réactionnaires. La bourgeoisie iranienne a vite trouvé son compte dans ce régime capable d'encadrer les classes populaires, alternant les promesses d'un paradis fabuleux après la mort et la politique du gros bâton et des coups de fouet. Il n'a pas fallu longtemps pour que tous les partis qui s'étaient alignés derrière Khomeiny soient interdits et leurs militants traqués puis jetés en prison. Quelques semaines après la chute du shah, Khomeiny abrogeait l'ancien Code de la famille, réservait l'initiative du divorce aux seuls hommes et imposait le port obligatoire du voile à toutes les femmes d'Iran. Le 8 mars 1979, quelque 50 000 femmes défilaient tête nue à

Téhéran contre cette obligation. Quelques mois plus tôt, nombre d'entre elles avaient dénoncé la politique d'interdiction du voile par le shah et acclamé Khomeiny comme opposant numéro un. En mai, une première femme était fouettée en public. En août, les milices de Khomeiny, avec la participation de l'armée, réprimaient les combattants autonomistes kurdes. Rapidement, les partis, organisations et journaux libéraux, de gauche et d'extrême gauche furent interdits; le droit de grève fut abrogé, les leaders syndicaux arrêtés et la liberté de la presse supprimée. Une chape de plomb réactionnaire et antiouvrière s'abattait sur l'Iran.

La profonde révolte populaire qui avait chassé le shah avait accouché d'une nouvelle dictature parce que, au cours de celle-ci, les exploités n'avaient pas trouvé une direction politique leur permettant de prendre eux-mêmes le pouvoir. Pour changer la société, le courage et la détermination ne suffisent pas, il faut une direction politique permettant d'aller jusqu'au bout.

LA BASE SOCIALE DU RÉGIME S'EST RÉTRÉCIE

Depuis 1979, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et la base populaire de la République islamique s'est considérablement rétrécie.



Le 8 mars 1979, 50 000 femmes manifestent à Téhéran contre l'obligation de porter le voile.

TWITTER



Grève de soutien au mouvement, à la raffinerie d'Assalouyed où est traité le pétrole du gisement sous-marin de South Pars (10 octobre 2022).

Sans remonter jusqu'à la révolte de 2009 contre la réélection frauduleuse du « conservateur » Ahmadinejad face au « réformateur » Moussavi, le régime a été ébranlé ces dernières années par plusieurs révoltes populaires. Fin 2017-début 2018, une vague de contestation du régime contre la vie chère, contre les privilèges des dignitaires du régime et des institutions religieuses qu'ils gèrent, contre les faillites organisées des banques locales, était partie de Machhad, deuxième ville du pays et siège de nombreuses institutions religieuses. Cette contestation avait entraîné les petites gens des villes de province et les paysans, dont les terres sont spoliées et l'eau volée par les protégés des pouvoirs régionaux, deux catégories sociales sur lesquelles les fractions conservatrices du régime avaient pu s'appuyer bien des fois dans le passé. Elle s'était étendue aux grandes entreprises du pays, aux sites pétroliers, aux

usines sucrières, aux aciéries, dont les travailleurs font très souvent grève pour toucher leur salaire et empêcher leurs directeurs de voler leurs primes; aux camionneurs, souvent salariés, parfois autoentrepreneurs, mais dépendants de puissants donneurs d'ordres. En Iran, la répression contre les militants et la nécessité de s'organiser en dehors des organisations officielles transforment très vite les grèves économiques en combat politique.

En novembre 2019, une autre révolte a démarré contre l'augmentation du prix du carburant et des produits de première nécessité. Les manifestants s'en sont pris aux dignitaires du régime, aux officiers des pasdars, ce corps distinct de l'armée officielle, pilier du régime, dénonçant leurs privilèges, leur monopole sur l'import-export, leur corruption et leurs coûteuses interventions militaires au Moyen-Orient; et aux

membres du haut clergé, qui prêchent l'austérité et la sévérité des mœurs mais vivent dans le luxe et sont régulièrement impliqués dans des affaires de mœurs ou des réseaux de prostitution.

À chacune de ces révoltes, le régime a riposté par une répression impitoyable. En 2019, c'est au prix de plus de 1500 morts (chiffres de l'agence Reuters), de milliers de disparitions et de condamnations à des années de prison qu'il a pu refermer, pour un temps, la chape de plomb. L'autre arme qu'il essaie systématiquement de mettre en œuvre est l'exacerbation du nationalisme, pour tenter de souder les couches pauvres derrière les mollahs en dénonçant les « ennemis étrangers », en particulier « l'Arabie saoudite, le grand Satan américain et les sionistes d'Israël ».

Mais le mythe d'une République islamiste soucieuse du sort des pauvres est de plus

en plus usé. Pour la première fois, le régime semble avoir de grandes difficultés pour organiser des contre-manifestations favorables aux ayatollahs, comme il y était parvenu lors des révoltes précédentes. La crise économique, aggravée par l'embargo américain mis en œuvre sous Trump en 2018, entraîne la flambée des prix et de multiples pénuries pour la population. L'inflation officielle dépasse les 50% et le prix de multiples produits quotidiens a été multiplié par deux en un an. En dix ans, le niveau de vie moyen de la population iranienne a été réduit de 25%. Le contraste entre cette dégradation, qui frappe bien sûr en premier lieu les classes populaires, et la corruption des dignitaires du régime, leurs exonérations d'impôts, les fortunes qu'ils tirent de la rente pétrolière, de leur contrôle sur les importations et de nombreux biens de l'État, le luxe dans lequel vit leur famille, est de plus en plus saisissant. Ainsi l'agence Reuters estime la fortune de l'ayatollah Khamenei, réalisée à travers ses participations dans les entreprises publiques,

à 95 milliards de dollars, trois fois le revenu des exportations annuelles de pétrole de l'Iran.

L'ATTITUDE DES IMPÉRIALISTES FACE À L'IRAN

Le régime a beau dénoncer les ingérences étrangères dans la révolte en cours, la réalité est que les gouvernements impérialistes, américain comme européens, se font surtout remarquer par leur silence complaisant. À part quelques critiques bien diplomatiques contre « la répression violente » et l'annonce de nouvelles sanctions contre l'Iran, l'attitude de Biden ou Macron face à la dictature brutale de Khamenei tranche avec celle qu'ils affichent actuellement face à Poutine. Pour l'administration américaine, « *un changement de régime en Iran n'est pas la priorité* ». Du côté d'Israël, c'est « *l'attentisme et la prudence* » (*Courrier international*) qui priment.

Si depuis des décennies les puissances occidentales, et surtout les États-Unis, cherchent à

affaiblir le régime des mollahs, arrivé au pouvoir en chassant leur protégé et en faisant de la dénonciation du « grand Satan américain » son fonds de commerce politique, elles ne veulent surtout pas que ce régime tombe à la suite d'un soulèvement populaire, qu'elles redoutent plus que tout. Dès le départ, elles ont composé avec lui. Si elles ont poussé, dans les années 1980, l'Irakien Saddam Hussein à déclencher une guerre contre l'Iran de Khomeiny, elles ont très vite vendu des armes à ce dernier (Irangate en 1985), pour maintenir un équilibre meurtrier entre les deux pays. Même la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite permet aux dirigeants impérialistes de maintenir les princes saoudiens sous pression. Au fond, Biden ou Macron ne sont pas plus gênés par la brutalité de l'Iranien Khamenei que par celle du Saoudien Mohamed ben Salman.

Et si l'Iran est moins docile que les deux alliés régionaux de l'impérialisme, l'Arabie saoudite ou Israël, il joue lui aussi le rôle de gendarme au Moyen-Orient. Ainsi les États-Unis ont-



Manifestation de métallurgistes avec leurs familles dans la ville d'Ahvaz, au Khouzistan, en 2018. Sur les pancartes : « *Nous sommes des enfants de travailleurs, nous resterons avec eux.* »

ils choisi de favoriser des partis et milices chiites, très liés à l'Iran, pour reconstituer l'appareil d'État irakien après la chute de Saddam Hussein, renforçant le poids des pasdarans dans la région. Malgré la rhétorique guerrière utilisée par l'Iran et Israël, qualifié de « petit Satan » par les ayatollahs, malgré leurs affrontements par milices interposées en Syrie ou au Liban, les assassinats ciblés ou les raids israéliens contre des installations nucléaires, l'Iran et Israël maintiennent de multiples relations commerciales, y compris dans le domaine de l'armement.

Ces derniers temps, la presse a beaucoup commenté la livraison par l'Iran à la Russie de drones kamikazes et de missiles lancés contre l'Ukraine. Elle souligne que les relations entre la Russie et l'Iran se sont renforcées depuis le début de la guerre, le 24 février. Ainsi, l'avocat franco-iranien Ardavan Amir-Aslani regrettait sur France Info, le 25 juillet 2022, que « *l'Iran serve d'échappatoire aux sanctions internationales : un certain nombre de grands groupes internationaux vendent leurs produits aux Russes à travers des ventes réalisées au profit d'industriels iraniens* ». Cela prouve seulement que les dirigeants iraniens cherchent à profiter des divisions internationales pour desserrer les sanctions qui les étranglent.

Sur la photo de Poutine et de Raïssi, le président iranien, à Moscou, en juillet 2022, figurait également le Turc Erdogan qui vend, lui, des drones militaires à l'Ukraine et est membre

de l'Otan, tout en cherchant à ne pas se soumettre entièrement à la tutelle américaine. Selon l'évolution de la guerre en Ukraine, les conditions dans lesquelles elle pourrait se généraliser, les pays qui pourraient devenir demain des belligérants directs, les relations entre la République islamique et les puissances impérialistes peuvent changer plusieurs fois.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA RÉVOLTE ?

On ne peut évidemment que souhaiter que le régime des ayatollahs finisse par tomber, sous la pression de la rue, de la jeunesse, des classes populaires et des travailleurs. Mais, d'une part, rien n'indique à ce jour que le régime soit à ce point fragilisé. D'autre part, la chute de la dictature ne réglerait rien, à elle seule, pour les pauvres et les exploités d'Iran, s'ils ne prennent pas eux-mêmes la tête de cette révolte, consciemment, avec leurs propres organisations et leurs propres objectifs politiques.

C'est l'une des cruelles leçons de la révolution de 1978-1979. Une autre leçon de cette époque, constatée depuis dans bien d'autres pays, de l'Égypte au Soudan, c'est qu'à la tête des révoltes des opprimés une direction finit toujours par s'imposer, qui peut alors canaliser leur lutte, voire s'en servir comme marchepied pour arriver au pouvoir.

Les candidats pour remplacer

la République islamique par une autre dictature ne manquent pas. Déjà les monarchistes sont en embuscade : Reza Pahlavi, le fils du shah, a affirmé depuis son exil new-yorkais, sa solidarité avec les femmes iraniennes. D'autres politiciens, parmi les prétendus « réformateurs » du régime ou parmi les « démocrates » de tout poil, pourraient rapidement surgir et pousser les religieux vers la sortie. Le journal britannique *The Independent* envisage plusieurs scénarios. Il cite par exemple Ali Alfoneh, spécialiste de l'Iran à l'Arab Gulf States Institute de Washington, pour qui le plus probable serait le remplacement du régime actuel par « *une junte militaire dirigée par des Gardiens de la révolution* ». Nul doute que les ambassades et les services secrets des grandes puissances ne soient déjà à la manœuvre.

Il serait essentiel qu'il existe, en Iran, des militants ayant tiré toutes les leçons du passé, en particulier parmi les travailleurs combattifs qui se sont organisés ces dernières années pour défendre leurs conditions de vie dans plusieurs secteurs importants de l'économie. C'est pourquoi il faut œuvrer pour que, parmi les jeunes femmes et hommes courageux et déterminés qui manifestent dans le pays, ou dans la vaste diaspora, certains trouvent la voie pour renouer avec l'héritage des idées communistes, révolutionnaires et internationalistes, ce qui implique de s'appuyer sur le prolétariat et de se donner les moyens de l'organiser.

20 octobre 2022



Italie: Meloni, nouveau visage de la réaction

Le 25 septembre, les élections législatives et sénatoriales en Italie ont donné la victoire à la coalition dite de centre droit. Elle associe Forza Italia, de l'inamovible Berlusconi, à la Ligue, le parti xénophobe de Salvini, et au parti néofasciste de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia. Ce centre droit se situe donc nettement à l'extrême droite.

C'est la chute du gouvernement Draghi qui a conduit à l'organisation de ces élections. L'ancien président de la Banque centrale européenne, incarnation parfaite des intérêts de la grande bourgeoisie, était à la tête d'un gouvernement d'unité nationale comprenant quasiment tous les partis, du Parti démocrate (PD) de gauche aux troupes de Berlusconi, en passant par les prétendus anti-systèmes, comme la Ligue d'extrême droite de Salvini et le M5S, le Mouvement 5 étoiles.

Ces derniers ont fini par se dire qu'il fallait quitter le navire et se démarquer des mesures les plus impopulaires qu'entraîne l'aggravation de la crise, en faisant chuter le gouvernement. Mais ces nouvelles élections ont donné la prime à Fratelli d'Italia, les seuls à être restés rigoureusement à l'écart des coalitions gouvernementales qui se succèdent depuis quatre ans, alors que les autres partis enregistraient des reculs plus ou moins catastrophiques.

MELONI DÉTRÔNE SALVINI

La victoire de Giorgia Meloni, chargée de former le prochain gouvernement, suscite l'inquiétude d'une fraction de

l'opinion, en particulier dans les milieux de gauche. Cent ans après la Marche sur Rome qui porta Mussolini au pouvoir en octobre 1922, comment expliquer la victoire d'un parti, Fratelli d'Italia, héritier du MSI, le Mouvement social italien créé en 1946 par les fidèles de Mussolini? Ce résultat est-il un pas vers le fascisme, ou du moins vers une forme de gouvernement plus autoritaire?

La victoire du parti de Meloni confirme en tout cas un enracinement du vote d'extrême droite qui ne date malheureusement pas d'hier. Ces dernières élections ne traduisent cependant pas une progression massive de la droite: avec un peu plus de 12 millions de voix, les partis qui composent la coalition dite de centre droit n'en ont gagné que 150 000 par rapport aux précédentes législatives de 2018. Ils perdent même 800 000 voix si l'on compare aux élections les plus récentes, les européennes de 2019.

C'est au sein de l'électorat de droite que les suffrages se sont déplacés, en particulier à l'extrême droite, de la Ligue à Fratelli d'Italia. La Ligue de Salvini, qui frôlait les 35% aux européennes de 2019, a plongé à 9%, payant sa participation au premier gouvernement Conte, puis

au gouvernement Draghi. La politique d'opposition de Meloni a permis à son parti de siphonner les voix de la Ligue et de passer d'un peu plus de 6% aux européennes de 2019 à près de 29% cette fois-ci.

Meloni a séduit notamment l'électorat petit-bourgeois traditionnel de la Ligue: ces boutiquiers, ces petits et moyens entrepreneurs qui, après avoir subi les effets de la pandémie, souffrent de la flambée des prix et craignent de basculer dans la pauvreté. Elle a sans doute aussi mordu sur une fraction de l'électorat ouvrier, celle qui avait déjà franchi le pas consistant à voter pour la Ligue.

Mais, outre la progression de Fratelli d'Italia (Frères d'Italie, les paroles du début de l'hymne national), l'autre résultat significatif de ces élections est le taux inédit d'abstention: 39,2% des électeurs ont boudé les urnes, en particulier dans les quartiers populaires. C'est un record pour ce type d'élections. D'après un institut de sondage, 50% des personnes qui «se déclarent en difficultés économiques» ne se sont pas déplacées vers l'isoloir. Le niveau d'abstention a d'ailleurs été plus important au sud du pays, plus pauvre, qu'au nord. Et dans tout le pays les niveaux d'abstention dans

les quartiers ouvriers sont très largement au-dessus de la moyenne nationale.

Le désintérêt de l'électorat ouvrier témoigne de son dégoût profond pour cette classe politique privilégiée. Sa politique a été marquée ces dernières années par ses alliances et retournements de veste successifs, au nom d'un intérêt supérieur de la nation qui cache bien mal l'intérêt du grand patronat, et accessoirement l'intérêt de ces politiciens eux-mêmes. Pour la population, elle ne s'est traduite que par une aggravation continue de sa situation.

Avec Meloni, c'est donc pour la première fois une femme, relativement jeune, 45 ans, surtout à côté des 85 ans d'un Berlusconi, qui va prendre la tête de l'État. La nouveauté s'arrête là, car Meloni est une vieille routière de la politique, élue pour la première fois conseillère régionale à 21 ans, puis députée, et qui fut même ministre à 31 ans, dans le gouvernement Berlusconi de 2008. Tout cela sans avoir à faire mystère de son admiration pour Mussolini, « un grand homme d'État » dont toutes les actions étaient justifiées, d'après elle, puisqu'elles avaient été faites « pour le bien de l'Italie ».

LA MARCHE DES FASCISTES VERS LA RESPECTABILITÉ

Le MSI, Mouvement social italien, d'où est issu le parti Fratelli d'Italia de Meloni, est né en 1946. Pendant près de quarante ans, il fut le drapeau ralliant les nostalgiques du fascisme. S'il restait minoritaire et à l'écart des différentes combinaisons gouvernementales, il pouvait compter sur un socle électoral qui lui donnait régulièrement entre 5 % et 10 % des voix, lui permettait d'avoir des élus et de faire fonctionner un appareil. L'un des fondateurs du MSI, Giorgio Almirante, avait été secrétaire de la revue *La défense de la race* de 1938 à 1942 – le titre en dit suffisamment sur le contenu – et cadre de la République de Salò, cette pseudo-république fasciste mise en place en 1943 dans le nord du pays, soumise aux troupes et aux décisions de Hitler. Rien de tout cela n'empêcha Almirante d'être député sans interruption, de 1948 jusqu'à sa mort en 1988. Pas plus que la loi censée interdire l'apologie du fascisme, en vigueur en Italie depuis 1952, n'empêchait le MSI d'organiser chaque année une cérémonie du souvenir de la Marche sur Rome.

En fait, les héritiers du fascisme, pour s'intégrer au jeu de

la république parlementaire, ont depuis longtemps bénéficié de la complicité des grands partis dits démocratiques et antifascistes, et cela dès le lendemain de la guerre et des vingt ans de dictature fasciste.

Toutes les forces politiques œuvrèrent alors à reconstruire l'appareil d'État au plus vite, pour maintenir l'ordre bourgeois. Le Parti communiste se révéla le plus ardent partisan de l'union nationale, se déclarant même prêt à collaborer avec la monarchie si nécessaire, suivant la politique dictée par la bureaucratie stalinienne pour éviter toute crise révolutionnaire. Son dirigeant, Togliatti, à peine revenu en Italie en 1944, fit un discours resté célèbre comme celui du « tournant de Salerne », ville où il le prononça. Il n'était plus question de révolution ouvrière, mais de libération de la nation et d'appui au même roi, Victor-Emmanuel III, qui avait installé Mussolini au pouvoir en 1922.

Au nom de l'unité antifasciste, le Parti communiste allait participer à tous les gouvernements de 1944 à 1947, prêt à toutes les concessions pour remettre en selle la bourgeoisie et son État. Et c'est précisément Togliatti, en tant que ministre de la Justice, qui fit voter en 1946 l'amnistie des fascistes, en même temps que la république était instituée, montrant que le Parti communiste était un parti responsable, sachant faire passer la continuité de l'État avant tout le reste.

L'appareil d'État de la jeune république conserva donc une bonne partie des hommes du fascisme, au sein de la police, de la justice et de l'armée, parmi les hauts fonctionnaires de l'administration. Elle en conserva également le Code pénal. Bien des structures fascistes perdurèrent, simplement recouvertes d'un vernis démocratique. Et, pour n'oublier aucun aspect réactionnaire, la nouvelle Constitution républicaine



Passage de la cloche destinée à tenir le conseil des ministres, de Draghi à Meloni, le 23 octobre.



Meeting du MSI à Rome en 1970. Sur la banderole du milieu : « Les jeunes du MSI saluent Almirante ». Derrière : « Mort au système » et sur la droite : « Assez du communisme ».

conservait à l'Église une position privilégiée.

Si le MSI put donc se constituer tout à fait légalement, il devait tout de même rester pendant vingt ans à l'écart de toutes les combinaisons électorales. Le régime parlementaire nécessitait des coalitions et des accords entre partis, pour créer des majorités et former des gouvernements. Pendant des décennies, la Démocratie chrétienne, liée à la hiérarchie catholique, en fut la colonne vertébrale, recherchant des alliances tantôt sur sa gauche, tantôt sur sa droite. En 1958, c'est un de ses dirigeants, Tambroni, qui, ne parvenant pas à trouver de majorité pour asseoir son gouvernement, accepta les voix du MSI. La même année, il l'autorisa à tenir pour la première fois un congrès dans une grande ville ouvrière, Gênes. C'était une provocation insupportable pour tous ceux qui, quinze ans auparavant, avaient affronté la dictature fasciste. Des manifestations et des grèves eurent lieu à Gênes, donnant lieu à des affrontements avec la police. Il y eut des blessés des deux côtés, car certains manifestants étaient armés, décidés à montrer qu'ils étaient à nouveau prêts à prendre les armes contre le fascisme. Le mouvement de grèves et de manifes-

tations s'étendit à tout le pays et les affrontements firent une dizaine de morts. Le congrès du MSI ne put se tenir, le gouvernement Tambroni tomba et cette tentative de normalisation des néofascistes fut remise à plus tard.

LES ANNÉES DE LA NORMALISATION

C'est finalement le grand chambardement de la vie politique, dans les années 1990, qui permit au MSI de se normaliser, au prix d'un ravalement de façade. En 1992, l'opération Mani Pulite (mains propres) révélait au grand jour la corruption qui touchait tous les partis traditionnels de la bourgeoisie, systématiquement arrosés par le patronat lors de la conclusion des marchés publics. L'enquête éclaboussa toute la classe politique, près des deux tiers des députés et des sénateurs furent mis en examen et cela sonna la fin du règne de la Démocratie chrétienne et du PS.

Quelque temps plus tôt, le PC s'était sabordé à la faveur de la chute de l'URSS, terminant une mutation entamée bien des années plus tôt. Au fond, tout comme les néofascistes, les dirigeants communistes souhaitaient se débarrasser de ce qui

freinait leur intégration au jeu parlementaire et leur participation aux gouvernements de la bourgeoisie. Le Parti communiste devint donc d'abord Parti démocratique de gauche (PDS), pour finir Parti démocrate (PD) tout court, « de gauche » étant manifestement trop marqué !

Du côté néofasciste, ce fut le moment du passage de témoin de la vieille garde autour d'Almirante. Cette dernière avait déjà mis en œuvre la politique « du sourire et du costume trois-pièces », comme on surnommait les efforts de ses membres pour se montrer policés et respectueux du jeu démocratique. Sous l'impulsion de l'un de ses dirigeants, Gianfranco Fini, le parti se démarqua davantage de l'héritage fasciste, sans le renier tout à fait. Il adopta le nouveau nom d'Alliance nationale, non sans quelques résistances et en le payant d'une scission. La génération de Gianfranco Fini fit ainsi du MSI, au prix d'un changement de nom définitif en 1995, un parti intégré à l'extrême droite de l'échiquier politique dit démocratique. Pour se débarrasser des questions gênantes, Fini inventa l'argument selon lequel son parti n'était pas néofasciste mais postfasciste, comme l'était désormais tout le pays.

Cette pirouette permettait de refuser de désavouer le fascisme, clin d'œil aux groupuscules violents qui continuaient de graviter autour du parti, tout en cessant de s'en revendiquer officiellement. Elle est devenue un leitmotiv. Récemment, La Russa, fondateur avec Meloni de Fratelli d'Italia et vieux routier du néofascisme, aujourd'hui promu président du Sénat, a affirmé goguenard à la télévision : « Nous sommes tous héritiers du Duce en tant qu'Italiens, dans le sens où nous sommes héritiers de l'Italie de nos grands-parents, en bien comme en mal. »

Ce début des années 1990 vit aussi l'arrivée de Berlusconi sur

la scène politique. Le milliardaire milanais, affairiste dans le bâtiment et les médias, lança son parti Forza Italia (Allez l'Italie) comme on lance une marque de lessive. Pour constituer des majorités parlementaires, l'apport et les hommes du postfascisme, désormais labellisés en partisans de la démocratie, révélait toute son utilité. En 1994, le premier gouvernement Berlusconi fut le résultat d'une alliance de son parti avec tout ce que l'extrême droite pouvait offrir à l'époque. Il comprenait, d'une part, la Ligue du Nord, ancêtre de la Ligue de Salvini, qui était alors non seulement xénophobe, mais sécessionniste, réclamant l'indépendance du nord du pays, et d'autre part l'Alliance nationale de Fini. La mutation « sourire et costume trois-pièces » aboutissait à l'entrée au gouvernement de ministres d'Alliance nationale, désormais considérés comme pleinement respectables.

UN PASSÉ RÉÉCRIT

Les néofascistes ont pu d'autant mieux se normaliser que le passé a été lissé par les autorités. Médias, gouvernement, manuels scolaires le revisitent depuis plusieurs années.

Cette relecture voit finalement le fascisme et le communisme comme deux totalitarismes ayant emporté chacun des jeunes sincères, mais exaltés et aveuglés par des idéologies les poussant à des actes impardonnables. N'osant pas s'attaquer de front à la période du fascisme lui-même, cette version s'est d'abord appuyée sur la période des « années de plomb ». Dans les années 1970, après les grèves puissantes du « Mai rampant » italien, des groupuscules d'extrême droite organisèrent une série d'attentats aveugles, espérant ainsi provoquer un coup d'État. Dans le même temps, en réaction à la trahison de l'agitation ouvrière par

les organisations réformistes, des jeunes d'extrême gauche se lançaient dans une lutte armée débouchant sur le terrorisme des Brigades rouges.

On tenait là les frères ennemis, le rouge et le brun, égarés sur la voie de la violence. On tenait là surtout une façon de raisonner, ou plutôt de ne pas raisonner, qui allait pouvoir être appliquée à la période de la guerre et de la dictature fasciste : la violence n'est pas admissible, il y en a des deux côtés, tout le monde a du sang sur les mains et mieux vaut donc jeter un voile sur l'ensemble de ce passé, les violences « des uns et des autres », et passer à autre chose.

Pour ce qui concerne la période de la guerre et du fascisme, l'institution depuis 2005 d'une journée du souvenir commémorant les massacres dits des foibe, joue ce rôle. Au nord-est de l'Italie, l'Istrie, région yougoslave frontalière de la région de Trieste, comprend des minorités italophones. Objet des revendications traditionnelles du nationalisme italien, elle fut durant la Deuxième Guerre mondiale le théâtre d'une italianisation imposée par le régime fasciste, avant que les troupes de Mussolini n'envahissent la Yougoslavie entière, puis l'Albanie et la Grèce. À la fin de la guerre, en 1943 puis en 1945, les foibe, gouffres naturels des hauts

plateaux karstiques de l'arrière-pays, devinrent les tombes de milliers de personnes, essentiellement italophones, lors de l'avancée des partisans communistes de Tito. Nombre de ces victimes étaient des fascistes, qui avaient participé activement aux exactions subies par la population slave pendant la guerre – les historiens évoquent des centaines de milliers de morts sur le territoire yougoslave – et à qui les partisans yougoslaves le faisaient payer. D'autres aussi, au cours des événements, payèrent de leur vie le simple fait d'avoir appartenu à la minorité italophone d'Istrie.

Traditionnellement, l'extrême droite utilise le rappel de cet épisode sanglant pour le mettre en parallèle avec les crimes du fascisme et du nazisme, considérant qu'il y a eu là un nettoyage ethnique, voire un génocide des Italiens. De là à comparer les foibe au génocide des Juifs, il n'y a qu'un pas, franchi allègrement non seulement par les héritiers du fascisme, mais par les institutions démocratiques italiennes. En février dernier par exemple, une circulaire du ministère de l'Instruction publique faisait le lien entre la journée de commémoration des foibe, le 10 février, et celle du 27 janvier, journée de la libération du camp d'Auschwitz, devenue journée du souvenir du génocide des Juifs.



Carte de l'Istrie et de la Croatie. Les points rouges représentent l'emplacement des charniers retrouvés.

FRATELLI D'ITALIA
À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

En créant Fratelli d'Italia en 2012, dans la continuité de l'Alliance nationale, Giorgia Meloni a poursuivi l'opération de ravalement de façade entamée par Fini. À la différence des dirigeants historiques du MSI, et de son propre discours de jeunesse, Meloni ne parle plus de Mussolini comme d'un grand homme, du moins pas en public, et chante les louanges de la démocratie. Dans l'exercice délicat de se rendre présentable sans froisser la fraction de sa base toujours fidèle au vieux fascisme, elle a condamné, jusqu'à son intronisation, non pas le fascisme, mais d'une même phrase le nazisme et le communisme.

Quant à l'histoire, Giorgia Meloni n'a eu qu'à adopter la version qui en a été préparée par l'État italien. Elle lui permet de renvoyer dos à dos « les crimes du nazisme et du communisme », de décréter la « fin des idéologies » et de se proclamer ouverte à tous ceux qui veulent « travailler pour l'Italie, quel que soit le nombre de saucisses qu'ils ont mangées à la fête de l'Unità » des communistes, comme elle l'a assuré durant sa campagne.

Quant au contenu de son programme, il est celui de n'importe quel parti d'extrême droite voulant assurer la bourgeoisie de sa compétence pour gérer ses affaires, tout en cherchant à dévier la colère des classes populaires en leur désignant les immigrés pour ennemis. Entre Salvini et Meloni, c'est depuis longtemps la course à celui qui tiendra les propos les plus orduriers contre les migrants – et ce n'est pas toujours Meloni qui gagne –, à celui qui fera preuve

du nationalisme le plus exacerbé, qui rappellera le plus son attachement à la religion, l'une rappelant que l'identité de l'Italie est forcément chrétienne, l'autre s'agenouillant devant la Madone, « mère de tous les Italiens ». Meloni y ajoute la note de conservatisme susceptible de plaire aux milieux réactionnaires traditionnels. Sans se dire opposée à l'avortement, elle affirme qu'il faut « aider les femmes qui ne veulent pas avorter à pouvoir le faire ». Sans se dire hostile aux homosexuels, elle affirme militer pour la « famille traditionnelle » et condamne le laxisme en matière de répression, qui selon elle permettrait aux délinquants, forcément étrangers, de faire la loi contre les honnêtes Italiens.

Meloni se préoccupe d'abord de l'évolution du taux auquel l'État italien peut se financer sur les marchés, qui reflètent leur confiance dans les autorités du pays. Il lui faut rassurer les financiers, rassurer la grande bourgeoisie italienne. Cela impliquera forcément de nouvelles attaques contre la classe ouvrière, qui paie déjà la crise au prix fort. Le dernier rapport de la Caritas, l'organisation de charité catholique, illustre la progression de la pauvreté dans le pays. Le rapport souligne : « La crise énergétique et l'augmentation des prix accentuent les cas de pauvreté extrême. 41 % des nouveaux pauvres, des gens qui ne s'étaient encore jamais tournés vers la Caritas, l'ont fait durant le premier semestre 2022, parce qu'ils n'arrivaient plus à payer leurs factures. »

La crise précipite les travailleurs dans la précarité et la pauvreté et menace une fraction de la petite bourgeoisie du même

sort. Pour l'heure, cette situation se traduit politiquement par une abstention massive de la classe ouvrière et la progression d'une extrême droite qui s'en tient au terrain électoral. Mais, si demain le gouvernement et les institutions démocratiques ne suffisaient plus à la bourgeoisie pour maintenir son ordre social, elle trouverait des troupes dans le parti de Meloni, et au-delà, pour manier à nouveau le bâton contre les exploités.

L'évolution réactionnaire de ces dernières années, et en particulier les succès électoraux de l'extrême droite, ont d'ailleurs encouragé des militants et des groupes xénophobes et racistes, tels que Forza Nuova ou Casa Pound, qui se sont distingués par leurs actions violentes, souvent meurtrières, contre des travailleurs immigrés. Nul doute qu'en cas de besoin ces gens-là pourraient fournir les premières troupes d'un mouvement authentiquement fasciste.

Dans ce contexte réactionnaire, la classe ouvrière a d'autant plus besoin de retrouver une politique. Contrairement au Parti démocrate, héritier honteux du Parti communiste, qui a proclamé la « fin des idéologies » bien avant Meloni, pour mieux s'intégrer au jeu politicien bourgeois, les travailleurs ont intérêt à renouer avec leur histoire et leurs idées, celles que défendait le mouvement ouvrier avant que le Parti communiste stalinien ne les travestisse et ne les dévoie. Ils ont intérêt à en tirer tous les enseignements, pour ne pas être désarmés et livrés, pieds et poings liés, à l'exploitation de plus en plus féroce d'abord, à la réaction la plus crasse ensuite.

24 octobre 2022



Haiti: protestations populaires et gangs armés



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R.

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

- Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.
- Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.
- Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.
- Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.
- Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.
- Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



02 Septembre 2022 N° 296

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

EXPROPRIONS LES CLASSES RICHES !



Insécurité, chômage, misère : depuis l'indépendance, les masses exploitées n'ont jamais connu mieux sous la direction des classes dominantes. Pire encore, 218 ans après, la cupidité, l'irresponsabilité de la bourgeoisie et de ses laquais propulsent tout le pays dans l'horreur des gangs armés comme forme de domination et d'exploitation des masses populaires. Depuis belle lurette, ceux qui dominent la société ont mille fois démontré qu'ils n'ont plus la légitimité d'être au contrôle de l'économie. A la classe ouvrière et aux masses populaires de s'organiser pour leur botter le cul.

Avec comme toile de fond, une insécurité aux multiples facettes, alimentée par les gangs armés, la classe ouvrière et les masses populaires subissent de plein fouet les affres des classes dominantes depuis de nombreux mois. Ayant acquis par la violence et par la ruse les moyens de production du pays, les classes riches se sont hissées en haut de la société et la fait fonctionner à leur seul profit.

Aux problèmes de chômage croissant qui menacent l'existence de la majorité de la population, les patrons répondent en licenciant encore plus. Le secteur de la sous-traitance qui comptait environ 60.000 emplois dans les années 1990 est aux bords de la faillite. Les patrons exportent leurs capitaux vers d'autres lieux jugés plus sûrs, vers d'autres activités jugées plus rentables. Sans aucune indemnité de licenciement, les ouvriers sont jetés sur le pavé. Privés de la vente leur force de travail pour vivre, ils sont condamnés à la déchéance.

Face aux problèmes de la cherté de la vie, les grands commerçants organisent le marché noir. Les prix des produits de grande consommation flambent sans cesse. Manger à sa faim devient la chose la plus difficile pour une famille de classe pauvre voire de classe moyenne. « Qu'ils crèvent, il suffit que nos comptes en banque soient bien alimentés », se disent les importateurs et autres trafiquants !

Le prix du dollar s'envole. Le secteur bancaire s'approprie le peu qui existe pour le revendre en catimini dans l'informel.

Les prix des produits pétroliers grimpent sur le marché international. Leurs importateurs et distributeurs s'activent. Dans un tohu-bohu indescriptible, ils vendent au marché noir 3 fois plus cher le peu qu'ils arrivent à faire rentrer. Peu leur importe que cette pratique mette en péril la vie de milliers de gens des classes populaires qui stockent ces produits dans leur environnement, ou que les prix des transports grimpent et deviennent hors de portée de la population.

Les kidnappings se multiplient, les meurtres et les massacres sont monnaie courante dans les quartiers populaires. Les riches se déplacent en voitures blindées et s'entourent de hordes d'agents de sécurité, tout en continuant de financer, d'armer les gangs criminels contre la population.

La main-basse de ces parasites sur la production, sur les richesses produites par les travailleurs, conduisent à la barbarie, la déchéance de notre classe ouvrière. Chasser ces parasites est une urgence.

Seule la révolution menée par les travailleurs aux côtés des paysans pauvres et des autres couches des masses exploitées mettra fin au règne des capitalistes et des grands. La socialisation des moyens de production, en est la condition indispensable. Il en va de la survie de la grande majorité de la population. Jeunes travailleurs, jeunes intellectuels, militants qui se reconnaissent dans ce combat, attelons-nous à mettre sur pied ce parti des travailleurs révolutionnaires qui organisera, guidera les masses exploitées vers la victoire. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
- Exproprions les classes riches !

Leur société

- ⇒ Page 2
- « Nous n'en pouvons plus » Manifestations de colère à travers le pays.
- La Police Nationale d'Haiti : le gang armé officiel des classes riches
- Laboule 12: Conflit pour titre de propriété entre deux gangs
- ⇒ Page 3
- Le déchouage des bandes armées sera l'œuvre des classes populaires
- Vie chère : quand la faim hante les foyers
- Cap-Haitien : Leurs réalités et les nôtres !

Dans les entreprises

- ⇒ Page 4
- La sous-traitance : un secteur en voie de disparition ?

Dans l'international

- République dominicaine L'extrême droite, vent debout contre les travailleurs haïtiens

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS
vdtravailleurs@yahoo.fr
B.P 2074, Fort-au-Prince, Haïti
Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

Voix des Travailleurs paraissant depuis 1986

Nous avons rendu compte, dans l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* (n° 2825, 22 septembre), de la montée de protestations contre la dégradation des conditions d'existence de l'écrasante majorité des masses populaires à Haïti, l'un des pays les plus pauvres de la planète et le plus pauvre des Amériques. Ce sursaut populaire survient alors que les masses subissent non seulement l'oppression conjuguée de l'impérialisme et de sa couche dirigeante, mais aussi et de plus en plus la loi des gangs armés.

Pour expliquer cette situation telle que la vivent nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR), nous publions ici l'intégralité du numéro 296 de leur mensuel, *La Voix des travailleurs*, illustré par un fac-similé de la première page. Ce numéro, paru le 2 septembre, au plus haut de la mobilisation, est complété par deux articles tirés du numéro suivant, paru le 2 octobre et se rapportant à des faits postérieurs.

ÉDITORIAL

EXPROPRIATIONS LES CLASSES RICHES !

Insécurité, chômage, misère : depuis l'indépendance, les masses exploitées n'ont jamais connu mieux sous la direction des classes dominantes. Pire encore, 218 ans après, la cupidité, l'irresponsabilité de la bourgeoisie et de ses laquais propulsent tout le pays dans l'horreur des gangs armés comme forme de domination et d'exploitation des masses populaires. Depuis belle lurette, ceux qui dominent la société ont mille fois démontré qu'ils n'ont plus la légitimité d'être au contrôle de l'économie. À la classe ouvrière et aux masses populaires de s'organiser pour leur botter le cul.

Avec comme toile de fond une insécurité aux multiples facettes, alimentée par les gangs armés, la classe ouvrière et les masses populaires subissent de plein fouet les affres des classes dominantes depuis de nombreux mois. Ayant acquis par la violence et par la ruse les moyens de production du pays, les classes riches se sont hissées en haut de la société et la font fonctionner à leur seul profit.

Aux problèmes de chômage croissant qui menacent l'existence de la majorité de la population, les patrons répondent en licenciant encore plus. Le secteur de la sous-traitance qui comptait environ 60 000 emplois dans les années 1990 est au bord de la faillite. Les patrons exportent leurs capitaux vers d'autres lieux jugés plus sûrs, vers d'autres activités jugées plus rentables. Sans aucune indemnité de licenciement, les ouvriers sont jetés sur le pavé. Privés de la vente de leur force de travail pour vivre, ils sont condamnés à la déchéance.

Face aux problèmes de la

1 Grands propriétaires fonciers.



Des manifestants construisent une barricade à Port-au-Prince, le 7 septembre 2022.

cherté de la vie, les grands commerçants organisent le marché noir. Les prix des produits de grande consommation flambent sans cesse. Manger à sa faim devient la chose la plus difficile pour une famille de classe pauvre voire de classe moyenne. « Qu'ils crèvent, il suffit que nos comptes en banque soient bien alimentés », se disent les importateurs et autres trafiquants !

Le prix du dollar s'envole. Le secteur bancaire s'approprie le peu qui existe pour le revendre en catimini dans l'informel.

Les prix des produits pétroliers grimpent sur le marché international. Leurs importateurs et distributeurs s'activent. Dans un tohu-bohu indescriptible, ils vendent au marché noir 3 fois plus cher le peu qu'ils arrivent à faire rentrer. Peu leur importe que cette pratique mette en péril la vie de milliers de gens des classes populaires qui stockent ces produits dans leur environnement, ou que les prix des transports grimpent et deviennent hors de portée de la population.

Les kidnappings se multi-

plient, les meurtres et les massacres sont monnaie courante dans les quartiers populaires. Les riches se déplacent en voitures blindées et s'entourent de hordes d'agents de sécurité, tout en continuant de financer, d'armer les gangs criminels contre la population.

La main basse de ces parasites sur la production, sur les richesses produites par les travailleurs, conduit à la barbarie, la déchéance de notre classe ouvrière. Chasser ces parasites est une urgence.

Seule la révolution menée par les travailleurs aux côtés des paysans pauvres et des autres couches des masses exploitées mettra fin au règne des capitalistes et des grands¹. La socialisation des moyens de production en est la condition indispensable. Il en va de la survie de la grande majorité de la population. Jeunes travailleurs, jeunes intellectuels, militants qui se reconnaissent dans ce combat, attelons-nous à mettre sur pied ce parti des travailleurs révolutionnaires qui organisera, guidera les masses exploitées vers la victoire.

**«NOUS N'EN POUVONS PLUS!»
MANIFESTATIONS DE COLÈRE À TRAVERS LE PAYS.**



Un manifestant crie sa colère à Port-au-Prince, le lundi 22 août 2022.

Du lundi 22 au mercredi 24 août 2022, des milliers de personnes des classes populaires ont manifesté dans plusieurs grandes villes du pays pour dénoncer la détérioration de leurs conditions de vie et exiger que des mesures soient prises en urgence pour remédier à leur situation. Au nombre de leurs revendications, la cherté de la vie, la rareté des produits pétroliers, l'insécurité et la démission d'Ariel Henry de son poste de Premier ministre.

« Nous n'en pouvons plus ». La classe ouvrière et les masses exploitées sont prises à la gorge par la terreur des gangs armés qui transforme leur quotidien en un calvaire. Surfant sur la barbarie de ces groupes crimi-

nels, les grands commerçants, les banquiers, les patrons accentuent leur pression sur la population par la cherté de la vie, les bas salaires. Pour contrer cette offensive criminelle des classes riches, la population est descendue dans les rues manifester sa colère.

Au Cap-Haïtien, dans la deuxième ville du pays, c'est à l'appel du leader de « Pitit Dessalines » que plusieurs milliers de personnes ont arpenté les rues du centre-ville. Munis de pancartes, de branches d'arbres, les manifestants ont dénoncé l'insécurité, la vie chère, la rareté du carburant, tout en demandant la démission d'Ariel Henry. Haranguant la foule, Moïse Jean-Charles a appelé à fermer

les banques si le dollar ne descendait pas en dessous de 100 gourdes dans les 72 heures.

Très affectée par les activités des gangs armés au niveau de Martissant qui les isolent du reste du pays, la population de plusieurs régions du sud s'était mobilisée.

La ville des Cayes était bloquée depuis le dimanche soir. Les barrages dressés sur les routes ont entravé toute circulation automobile. Malgré la répression, au moins 3 morts et plusieurs blessés, les manifestants ont tenu pendant 3 jours.

Dans la ville de Miragoâne, de Petit-Goâve, de Jacmel, beaucoup se sont fortement mobilisés en gagnant les rues. Partout, c'est le même refrain : « Nous n'en pouvons plus ». À Petit-Goâve, jusque dans la journée du samedi, la foule des manifestants, constituée en majorité de mères de famille, dénonçait la cherté de la vie et l'insécurité. « Les riches veulent nous exterminer », lançait une manifestante.

À part un fléchissement du coût du dollar qui est passé de 160 à 110 gourdes sur le marché informel, le gouvernement n'a pipé mot, preuve que l'intensité et l'ampleur de cette mobilisation doivent augmenter pour faire reculer cette bande de vautours qui prennent la population comme appât.

LA POLICE NATIONALE D'HAÏTI : LE GANG ARMÉ OFFICIEL DES CLASSES RICHES

Exténuée par les exactions des bandes armées, à bout de souffle à cause de la cherté de la vie, ignorée et méprisée par un gouvernement de scélérats, la population est sortie manifester sa frustration et sa colère à Port-au-Prince et dans plusieurs chefs-lieux de départements dans le pays. Mais fidèle

à sa réputation de bourreau des classes populaires, la police est intervenue dans ces manifestations et a occasionné des morts, des blessés, des arrestations.

À Port-au-Prince comme dans les villes de province, les policiers étaient présents et narguaient les manifestants pendant toute la mobilisation,

qui a duré plus d'une journée dans certains endroits comme aux Cayes ou à Miragoâne. Le samedi 27 août, des milliers de personnes manifestaient encore dans la ville de Petit-Goâve contre l'insécurité, la cherté de la vie et contre le gouvernement.

Tirs de sommation, balles à



Après la mort d'une manifestante tuée par la police, à Port-au-Prince, le 10 octobre.

hauteur d'homme et gaz lacrymogènes, la police avait bien reçu l'ordre de s'en prendre violemment aux manifestants. Un bilan partiel dès le deuxième jour de la mobilisation faisait état de trois morts, d'une dizaine de blessés par balles et d'arrestations.

La police prête toujours ses services aux riches, aux politiciens. Une bonne partie de ses unités est utilisée pour la protection personnelle des VIP, des parlementaires, des bourgeois et des politiques. Elle est toujours aux côtés de tous ces gens qui affament la population et la tiennent dans l'horreur de la misère extrême.

Absente dans les quartiers

populaires pour soutenir les travailleurs contre les bandits, contre les malfrats qui les prennent à la gorge, la police répond toujours présent, dès la suspicion d'un mouvement de colère des travailleurs et des masses exploitées contre les exactions des classes dominantes.

Dans leurs luttes pour revendiquer de meilleures conditions de vie, les masses populaires se retrouveront toujours face aux bras armés des classes dominantes, qu'ils soient légaux comme la police, l'armée ou illégaux comme les gangs criminels qui sévissent actuellement dans les quartiers populaires. C'est une bande d'assassins, en uniforme ou pas, qui sont tous

dressés pour broyer les os des masses populaires en vue de maintenir la domination de la bourgeoisie sur toute la société.

Des conflits meurtriers sporadiques peuvent éclater entre eux. La population n'a pas à y prendre parti. L'élimination d'un chef de gang par la police, par exemple, ne fait pas de cette dernière une alliée des classes populaires pour autant. Les travailleurs et les masses exploitées doivent toujours s'organiser pour se protéger. Elles doivent mentalement et physiquement être prêtes pour sortir victorieuses des conflits qui les opposeront à ces gangs armés, car de ces victoires dépendra l'amélioration de leurs conditions de vie.

LABOULE 12 : CONFLIT POUR TITRE DE PROPRIÉTÉ ENTRE DEUX GANGS

Quand ce n'est pas le kidnapping et les autres actes de bandits armés, c'est le prétexte de conflit terrien que les gangsters utilisent pour terroriser la population des quartiers de Piron, de Fessard, de Boutilliers, de Tara's et des quartiers avoisinants.

Depuis le début du mois d'août, les habitants de Laboule 12 vivent dans l'angoisse. Aucun

jour ne passe sans que les riverains ne subissent les effets des échanges de tirs nourris dans l'affrontement entre les gangs de Ti makak et ceux de Toto. L'ancien tenancier de borlette est devenu voleur de terres. Dans ce conflit, ce sont les habitants des quartiers de proximité qui sont les victimes.

Dans les quartiers de Laboule

12, avec cette guerre entre les gangs, le kidnapping et les actes criminels des bandits, tous ceux et celles qui vivent de la débrouillardise et particulièrement les petites marchandes et les travailleurs prennent la rue au péril de leur vie pour vaquer à leurs occupations. Le samedi 6 août 2022, Yvon Buissereth, directeur général de l'Entreprise

publique de promotion des logements sociaux (EPPLS) et ancien sénateur, ainsi que son chauffeur, ont été attaqués et brûlés vifs à Laboule 12.

Pour éviter Martissant, tous ceux qui veulent atteindre le

grand sud sont obligés d'emprunter la route de Laboule depuis une année maintenant. Ces groupes de gangsters sont nuisibles car ils ont déjà perpétré beaucoup de crimes au sein de la population dont le quoti-

dien est constamment perturbé. Comme les exploiters, ils sont les ennemis des classes pauvres et les produits de la société de classe que les travailleurs organisés doivent combattre jusqu'à sa disparition.

LE DÉCHOUQUAGE DES BANDES ARMÉES SERA L'ŒUVRE DES CLASSES POPULAIRES

Ce samedi 20 août, dans la commune de Croix-des-Bouquets, des bandits, qui seraient des alliés du gang 400 Mawozo, ont tué au moins huit personnes, dont trois membres d'une même famille calcinés avec leur véhicule après la fusillade. Ce carnage s'est produit alors que la presse et une partie de la population chantaient les louanges de la police qui venait soi-disant de démanteler ce puissant gang 400 Mawozo, dont le chef et certains membres sont en cavale depuis quelques jours. Le message sonne fort : les classes populaires ne peuvent compter que sur elles-mêmes pour mettre hors d'état de nuire les gangs qui infestent le pays et sèment le deuil au sein de la population.

En l'espace d'un cillement, les images ont parcouru les réseaux sociaux. Une mère et ses deux filles exécutées et brûlées à bord de leur voiture, deux motards et un passant parmi les huit victimes. Des bandits ont ouvert le feu à bout portant sur le véhicule et les passants. C'est un acte crapuleux qui a soulevé la consternation et l'indignation de la population ! Le drame a eu lieu dans une localité dénommée « Cité Doudoune », située dans la commune de la Croix-des-Bouquets où sévit le gang des 400 Mawozo, semant la

terreur jour et nuit dans la zone.

Cette barbarie à la Cité Doudoune, bastion des criminels de 400 Mawozo, vient faire tomber les illusions entretenues par la presse et les politiciens sur les opérations policières et le vrai rôle de la police nationale d'Haïti (PNH). C'est un démenti aux informations laissant croire que le gang est démantelé, les activités ont repris, la zone est presque libérée, etc.

Cela fait, en effet, quelques semaines que des forces spécialisées de la police ont concentré leurs actions et leurs efforts en vue du démantèlement de ce gang qui a déjà assassiné plusieurs policiers et kidnappé des citoyens américains.

Les nombreuses victimes enregistrées dans le camp de l'insitution policière galvanisent la détermination des policiers qui s'adonnent à des opérations visant à venger la perte de leurs frères d'armes. La police nationale d'Haïti ne cache pas sa satisfaction face au succès enregistré par ses unités spécialisées engagées par la force des choses dans la lutte contre le gang 400 Mawozo notamment.

Les résultats obtenus sont attribués, par plus d'un, à l'appui d'un char blindé appelé « Ti Magali » dont on vante les mérites. La population offre ainsi

un accueil favorable à l'annonce de l'arrivée prochaine d'autres unités blindées au service de la police.

Mais le renforcement de la police en armes et véhicules blindés pour faire face au banditisme a pour corollaire le décuplement de la force répressive qui sera utilisée lors des prochains mouvements de protestation des masses populaires. La police sera mieux armée pour protéger et servir les intérêts de la classe dominante au détriment de la population.

Par ailleurs, au fur et à mesure que des têtes de bandits tombent, d'autres repoussent comme celles d'une hydre. Car la misère, le chômage demeurent les facteurs favorables à l'émergence et à l'entretien des gangs.

Les « 400 Mawozo » semblent éparpillés, mais cohabitent avec les populations tenues en otage. Ils conservent leur capacité de nuisance tant que le peuple souverain ne se décidera pas à passer à l'action pour se défaire de la tyrannie de ces bandits. Aucune institution, aucun groupe armé ne saurait remplacer les masses dans le déchouquage des bandes armées. Notre histoire, en passant par les tontons macoutes, les verts olive, les brassards rouges, les chimères, peut en témoigner.

VIE CHÈRE : QUAND LA FAIM HANTE LES FOYERS

Depuis plusieurs semaines, les prix en général et ceux des produits de consommation courante en particulier ne cessent

de grimper sur le marché, diminuant de façon drastique le pouvoir d'achat des classes pauvres livrées à elles-mêmes.

Sur fond d'insécurité généralisée, les émeutes de la faim sont à l'ordre du jour dans les discussions entre riverains des quar-

tiers pauvres et sur les réseaux sociaux.

Les cris fusent de partout pour protester contre la vie chère. En effet, les prix du riz, du maïs, de l'huile, du hareng, des spaghettis, du lait, etc. s'envolent de façon exponentielle. Une travailleuse de la zone industrielle s'exclame : « avec 1 000 gourdes en main, je n'arrive pas à acheter pour un seul repas à donner à mes 3 enfants, alors que le salaire minimum en vigueur est de 685 gourdes. » Une autre ouvrière du Parc Sonapi constate qu'avec le même montant, elle achète deux fois moins de produits alimentaires dans la boutique du quartier. Pendant la pause repas de la mi-journée, ce sont tous les travailleurs qui ex-

priment leur choc de constater, malgré la hausse des prix des plats, la diminution drastique de la quantité de nourriture servie. Le sachet d'eau potable, essentiel pour ceux qui passent leurs journées sous le soleil dans l'espoir de gagner leur vie, passe de 5 à 10 gourdes.

La gourde chute à une vitesse vertigineuse et entraîne dans sa course une inflation galopante et le renchérissement incessant du coût de la vie. Les prix des transports, des loyers, des médicaments, de la scolarité, des fournitures scolaires, etc. tout flambe et ce, de semaine en semaine. La moitié du salaire de la journée passe dans les frais de transports pour ceux qui n'habitent pas près de leur lieu de

travail. La plupart des travailleurs, bien qu'épuisés après une longue journée, effectuent de longs trajets à pied. Les prix du transport ont presque doublé avec la crise du carburant.

De sombres prédictions pointent à l'horizon, comme celles des économistes au service des classes possédantes. Kesner Pharel prévoit que l'extrême pauvreté et la misère s'abatront sur le pays dans les jours à venir. Un chauffeur de taxi, au micro d'un journaliste, voit plus loin et plus clair que ce laquais des riches, disant : « Je sens que l'heure du soulèvement n'est pas loin ; le peuple, opprimé depuis trop longtemps, en a assez et se révoltera tôt ou tard. »

CAP-HAÏTIEN : LEURS RÉALITÉS ET LES NÔTRES !

Étonnement ! Tout le monde se demande si ce qu'il a vu sur les réseaux sociaux est vraiment le Cap-Haïtien. Oui, c'est bien le Cap. Dîner en blanc, spectacles de rue, nettoyages, fresques, présentation de zones touristiques, pour ne citer que ces événements divulgués sur Internet.

Toutes les images, vidéos et les manifestations diffusées, montrant de jolies images de la ville du Cap-Haïtien, sont prises dans des endroits bien précis. Le bord de mer, à partir de la rue 24 Boulevard, allant vers Carénage où se regroupent un ensemble d'hôtels, de restaurants avec vue sur la mer et le dîner en blanc, sont des images prises à Cormier, situé au nord de la ville, dans les hauteurs sur la route partant de la rue 90 Carénage jusqu'à Labadie.

Le danger plane sur la ville, la catastrophe est imminente. Ce qui est annoncé en cas de catastrophe naturelle est à craindre. Une ville étranglée, délabrée, sale. La ville, considérée dans le temps comme un joyau historique, devient de plus en plus inhospitalière. À chaque coin de rue, sont déversés des tas d'immondices. Les habitants vivent dans l'angoisse. Il suffit d'une petite goutte de pluie pour que toute la ville soit inondée. Des zones comme Carénage, la rue 5 Boulevard, rue A. la Fossette, et beaucoup d'autres zones en dehors de la ville comme, par exemple, Blue-Hills, Petite-Anse, Shadda, Cité du peuple, Cité Chauvel, Vertières... sont toujours en alerte d'inondation.

Au centre-ville, la circula-

tion est presque impossible, les trottoirs sont bondés de petites marchandes. Le marché de rue 9 rencontre celui de rue 3 et arrive pour l'instant jusqu'à Cité Lescot et ça continue... Pas d'eau dans les robinets, pas d'électricité ; depuis la période carnavalesque, le centre-ville est dans le noir total. Pour la nuit du 14 au 15 août, fête de la ville, les responsables ont fait une manœuvre pour éclairer la zone où il y a eu quelques activités et après, plus rien.

Dans cette ville à l'agonie et en danger, il existe donc des nantis qui, pour se faire encore plus d'argent, présentent une ville belle et accueillante à de futurs clients. Tout cela dans un contexte de misère généralisée. C'est scandaleux, mais les profiteurs ne seront pas toujours les gagnants.

DANS LES ENTREPRISES



REUTERS

Lors des manifestations de février 2022, à Port-au-Prince. Cette pancarte liste les bas salaires dans l'habillement et revendique 1500 gourdes (environ 12 €) par jour.

LA SOUS-TRAITANCE : UN SECTEUR EN VOIE DE DISPARITION ?

Les uns après les autres, les patrons de la sous-traitance fuient leurs usines, abandonnant les travailleurs à leur sort. De 60 000 emplois directs environ générés par ce secteur d'activité dans le pays dans les années 1990, ce nombre est réduit comme peau de chagrin, passant aujourd'hui à moins de 30 000. Avec l'accélération des fermetures d'usines, c'est toute cette branche d'activité qui risque de disparaître à court terme à l'image de Michico à Cité-Soleil qui regroupait 8 usines et Parc Mews où pas moins de 12 usines fonctionnaient avant le coup d'État militaire.

Au parc Sonapi, qui regroupait à lui seul entre 12 000 et 14 000 ouvriers dans près de 60 bâtiments, il y avait en tout et pour tout seulement deux usines qui fonctionnaient le

samedi 20 août dernier, jour de paye où affluent généralement une foultitude de personnes, des petits marchands, des marchands de nourriture cuite, des usuriers, des parents, des camions de transport en commun, venus grappiller quelque chose du maigre salaire des ouvriers, il n'y avait presque pas d'activités. Les larges rues du parc Sonapi, où jadis se bousculaient des centaines d'ouvriers pour se frayer un passage, étaient clairsemées.

Sur le visage des travailleurs qui sortaient, il n'y avait pas seulement l'expression de la fatigue de la journée de travail mais aussi l'angoisse, la peur de basculer dans l'horreur du chômage avec ses conséquences.

Pour l'instant, les travailleurs ne savent pas jusqu'où iront les patrons dans le démantèle-

ment de l'ensemble des usines. Maîtres des horloges, ce sont eux qui décident. Mais les jours qui arrivent ne s'annoncent pas sous de meilleurs auspices.

Au mois de novembre de l'année dernière, les patrons de l'usine Valdor à Tabarre ont pris la poudre d'escampette, laissant sur le carreau 1 500 à 2 000 ouvriers sans un sou. Les démarches des travailleurs auprès de l'État pour se faire dédommager sont restées vaines.

Le même scénario s'est produit dans plusieurs usines au parc Sonapi. Les patrons des usines Horizon et numéro 40 chez Richard ont fui. Les groupes Wilbes, Hansaee, Lorsa MGA et MBI ont renvoyé près de 75 % de leur effectif. Ceux qui restent travaillent seulement 4 jours, voire 3, sur les 6 jours que compte la semaine.

L'usine 29/30 avait déjà fermé ses portes.

Sur la zone franche dans le nord-est, officiellement, les patrons avaient annoncé le renvoi de 4 000 ouvriers mais ce

nombre peut être en dessous de la réalité.

Fleuron des luttes de la classe ouvrière depuis une trentaine d'années, la disparition du secteur de la sous-traitance porte-

ra un coup fatal au moral des travailleurs, sauf si leur organisation en tant que classe et leur solidarité forment une force pour affronter l'horreur qui s'annonce.

DANS L'INTERNATIONAL

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : L'EXTRÊME DROITE, VENT DEBOUT CONTRE LES TRAVAILLEURS HAÏTIENS

À l'appel du maire de la ville de Santiago, Abel Martinez, et de l'institut Duarte, quelques milliers d'ultranationalistes dominicains ont gagné les rues le samedi 6 août dernier pour faire « pression sur la communauté internationale concernant le rôle qu'elle doit jouer dans la résolution de la crise », disent-ils. Mais cette marche est plutôt un cri de ralliement des extrémistes de droite dominicaine contre la classe ouvrière et les masses exploitées haïtiennes en situation difficile.

Pancartes en main, ces manifestants dénonçaient la présence d'un trop grand nombre d'Haïtiens sur leur territoire. Ils appellent leur gouvernement à intensifier la construction du barrage électrique qui a déjà démarré à la frontière haïtiano-dominicaine, afin d'empêcher l'exode massif de travailleurs haïtiens vers leur pays.

L'immigration des travailleurs haïtiens en République dominicaine s'est accentuée depuis le déferlement de la terreur des gangs armés dans le pays. Mais contrairement aux bourgeois haïtiens et à leurs valets politiques pour qui le tapis rouge est déroulé, les autorités et l'extrême droite dominicaine présentent ces ouvriers en quête de survie comme des parias, des criminels notoires qui mettent en péril la souveraineté de leur nation.

Certes, les classes riches et le gouvernement dominicains font comme leurs semblables aux États-Unis, dans les Caraïbes et dans beaucoup de pays d'Amérique latine. Car si les discours officiels des chancelleries font mention d'une certaine empathie des autorités de ces pays, dits amis, à l'égard d'Haïti qui traverse une situation difficile de son histoire, ces dernières ne mettent pas de gants pour traquer les migrants haïtiens qui arrivent dans des conditions épouvantables et périlleuses.

En République dominicaine, tout est fait pour les pointer du doigt, pour les désigner comme les boucs émissaires à abattre. Ils sont sales, laids. Portant des haillons, ils occupent les trottoirs, ils mendient. Ils sont les premiers suspects en cas de vols, de viols et de meurtres. Arrachés dans les rues et entassés dans des camions comme des bêtes sauvages, plusieurs milliers de ces travailleurs sont expulsés chaque semaine par les autorités. Le peu qu'ils avaient est ensuite pillé.

C'est le cas aussi pour des milliers d'autres Haïtiens de condition modeste qui vivent dans le pays depuis de nombreuses décennies. Les autorités dominicaines n'ont jamais régularisé leur statut. Ainsi précarisés, ils vivent en permanence avec la peur de se voir prendre et se

faire expulser sans sommation aucune.

Pourtant, les travailleurs haïtiens participent à la création de la richesse en République dominicaine. Pas seulement aujourd'hui. Depuis des dizaines d'années ils sont partout dans la production, dans les plantations de canne à sucre, dans le bâtiment, dans les supermarchés, etc. Mais comme leurs camarades ouvriers dominicains, ils ne reçoivent qu'une pitance comme salaire. L'essentiel de ces richesses grossit les profits des capitalistes dominicains et haïtiens réunis.

Ces partis, en s'en prenant aux Haïtiens, préparent aussi les attaques contre les travailleurs de Saint-Domingue. S'attaquer aux travailleurs étrangers, c'est s'attaquer à une partie de la classe ouvrière. Et les travailleurs de Saint-Domingue qui les soutiendraient préparent eux-mêmes les armes qui se retourneront contre eux demain.

Si des centaines de milliers de travailleurs haïtiens continuent de vivre en République dominicaine, c'est sans doute avec le soutien et la solidarité de la majorité des travailleurs dominicains. La bourgeoisie tente à chaque fois de les diviser pour mieux les exploiter. Espérons que cette solidarité entre frères de classe continuera car c'est unis qu'ils combattront et vaincraient leurs exploités.

LA VOIX DES TRAVAILLEURS - 2 OCTOBRE 2022 (extraits)

LES RAISONS DU RAS-LE-BOL POPULAIRE



Sur la pancarte d'un manifestant : « Les banques ne sont pas innocentes dans notre misère », à Port-au-Prince, le 7 septembre.

L'explosion de colère de la population contre la vie chère, l'insécurité, la misère continue de faire des vagues dans tout le pays. La nouvelle hausse du prix des produits pétroliers par Ariel Henry, aggravant la situation des classes pauvres, a immédiatement enflammé leur colère. Mais face au cynisme de la classe dominante, la seule expression de colère ne suffit pas pour bloquer cette dernière dans son projet criminel. Les masses pauvres révoltées ont l'urgente nécessité d'organiser leurs luttes.

Avec un taux de chômage qui bat des records, la population pauvre n'a presque pas de revenus, alors qu'elle doit faire face à une inflation, officiellement de 31 %, qui rend le coût de la vie extrêmement haut. D'après l'ONU près de 6 millions de per-

sonnes sont touchées par l'insécurité alimentaire. Dans les quartiers pauvres, les services de base sont inexistants, pas de soins de santé, pas d'eau potable ; il n'y a aucun loisir.

Avant la décision du gouvernement d'augmenter de plus de 100 % les prix de tous les produits pétroliers, les classes pauvres étaient déjà aux abois. Leur situation était déjà intenable et révoltante. Et face à la terrible dégradation de leurs conditions d'existence, des manifestations avaient déjà eu lieu dans tous les départements du pays.

La misère, la vie chère, le chômage, l'insécurité avaient poussé les classes pauvres, à bout de souffle, dans la rue, pour cracher à la face de leurs exploitateurs : « *Nou pa kapab ankò* ». En effet, depuis 218 années, les

masses n'en peuvent plus de cette misère permanente, du désespoir créé par la cupidité sans borne des classes dominantes qui pillent le pays.

Elles sont indignées du chômage, de la condition de toute une population maintenue dans l'oisiveté, la précarité et le dénuement scandaleux. Pour survivre, les masses populaires doivent surmonter chaque jour des difficultés plus graves. En s'adonnant à la débrouillardise, elles font face à des situations de pire en pire pour s'assurer une existence au jour le jour. Certaines fois c'est toute leur dignité en tant que personnes qui est menacée. De surcroît avec la barbarie des gangs, la terreur permanente qu'ils diffusent, cette existence au jour le jour se transforme en enfer.

Dans une telle situation, pour

la population pauvre, la hausse des prix du carburant est un ultime coup qui menace l'existence même. D'autant que, depuis un an, les masses pauvres

sont témoins du chaos que la rareté et le marché noir des produits pétroliers ont engendré et continuent d'engendrer.

Tant que l'économie est dans les mains de cette bourgeoisie décadente, les classes pauvres ne connaîtront que misère et la société que chaos et barbarie.

BRAS DE FER ENTRE LE GANG G9 ET LE PREMIER MINISTRE SUR FOND DE MANIFESTATIONS POPULAIRES

Depuis le courant du mois d'août, des manifestations populaires quasi quotidiennes contre la cherté de la vie, contre l'insécurité se tiennent dans de nombreuses villes de province. À Port-au-Prince, une manifestation a réuni plusieurs milliers de personnes le mercredi 7 septembre. Muré dans son silence depuis le début, le Premier ministre a choisi de s'adresser aux manifestants très tard dans la nuit du dimanche 11 septembre. Mais en guise d'annonces de mesures pour satisfaire les revendications exprimées, Ariel Henry a choisi de jeter de l'huile sur le feu en décidant d'augmenter de plus de 100% les prix des produits pétroliers.

Lundi 12 septembre vers 2 PM, se rappelant ce qui s'était passé les 6 et 7 juillet 2018 contre le gouvernement de Jovenel Moïse quand il avait voulu augmenter les prix des produits pétroliers, les habitants de la capitale ont spontanément décidé de bloquer toutes les activités en érigeant des barrages sur toute la chaussée. La situation est restée ainsi pendant toute la semaine.

Mercredi 14 septembre, le chef de la fédération des gangs armés du G9, Jimmy Chérisier, dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, affirmait soutenir les revendications de la population et allait participer à sa manière à la mobilisation.

Quelques jours plus tard, l'administration de Joe Biden et le secrétaire général de l'ONU dé-



REUTERS / RALPH TEDY EROL

Des femmes en corvée d'eau : les difficultés quotidiennes empirent à cause des gangs.

nonçaient les manifestations comme l'émanation de la volonté des gangs armés financés par les politiciens et des oligarques du pays. Ce discours est devenu par la suite la position officielle du Premier ministre, Ariel Henry. Depuis lors, le gouvernement considère tous les manifestants comme appartenant à un gang ou comme payés par les gangs et charge la police de les réprimer.

Jeudi 15 septembre, Jimmy Chérisier revendiquait les barrages posés à l'entrée du Terminal de Vareux où sont stockés environ 95% des réserves pétrolières du pays. Vendredi 23 septembre, apportant son soutien à un mot d'ordre de grève de 3 jours, prévue les 26, 27 et 28 septembre, un membre du groupe G9 promettait de fusiller tous ceux qui oseraient

sortir pendant ces trois jours. Des passants ont été molestés, d'autres tués, sous prétexte que leur présence dans les rues nuisait à la mobilisation pour faire partir Ariel Henry.

Les masses populaires sont prises dans l'étau de deux camps qui leur sont hostiles et qui foulent aux pieds leurs droits les plus élémentaires. Mais elles doivent être aussi méfiantes à l'endroit de ces politiciens qui tentent de parvenir au pouvoir en profitant de leurs luttes.

Le chemin menant les masses exploitées vers l'amélioration de leurs conditions de vie est parsemé d'embûches. Elles peuvent se faciliter la tâche en s'organisant, en créant leur propre parti, une arme efficace pour avancer : le parti des travailleurs révolutionnaires !



Côte d'Ivoire Zone industrielle de Yopougon : un mouvement de grève inédit qui en appellera d'autres

Cet article est extrait du mensuel *Le pouvoir aux travailleurs* (n° 489, 23 octobre), publié en Côte d'Ivoire par les camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UCI). Yopougon est une des communes populaires du district d'Abidjan. La monnaie locale est le franc CFA, un euro valant environ 656 F CFA.

La zone industrielle de Yopougon, la plus grande du pays, a été bloquée par un mouvement de grève générale des travailleurs. C'est la première fois qu'un mouvement entraîne le blocage de l'ensemble de cette vaste zone.

LES TRAVAILLEURS DANS LA TOURMENTE DE LA FLAMBÉE DES PRIX

Depuis quelques années, les travailleurs subissent de plein fouet la hausse spectaculaire

du coût de la vie. Les prix des produits de première nécessité ne cessent d'augmenter. Le Covid 19 et la guerre en Ukraine ont servi de prétexte pour enfoncer le clou. Ainsi, il y a à peine quelques mois, le prix de l'huile et des cubes d'assaisonnement a doublé du jour au lendemain. Le riz, la viande, le poisson, le sucre ont eux aussi connu des augmentations. Des produits comme la banane, l'igname et des légumes qui ne sont pourtant pas des produits d'importation ont aussi vu leur prix flamber.

La seule chose qui n'a pas augmenté entre-temps c'est le salaire des travailleurs. Résultat, la classe ouvrière s'enfoncé de plus en plus dans la pauvreté et la misère. Cette situation était au menu de toutes les discussions jusqu'à ce que ce mouvement éclate.

L'ÉLÉMENT DÉCLENCHÉUR DU MOUVEMENT

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est l'annonce faite par le gouvernement, le jour de la fête de l'indépendance,



Prise de parole de mobilisation à Yopougon.

le 7 août dernier, d'accorder quelques augmentations aux travailleurs du secteur public. Ce sont, entre autres, l'extension de l'indemnité de logement à l'ensemble des fonctionnaires ainsi que sa revalorisation de 20 000 francs par mois; le passage de la prime mensuelle de transport de 7 000 à 20 000 francs; la hausse de l'allocation familiale qui passe de 2 500 à 7 500 francs par mois et par enfant; l'instauration d'une petite prime de fin d'année. Mais cela ne fait pas le compte pour faire face à la flambée des prix actuels.

Ceux du secteur privé n'ont même pas eu droit à ce minimum, sans compter qu'une grande majorité de ces travailleurs vit de travail précaire et de contrats journaliers.

Depuis lors, l'idée qu'il faut se battre pour que les salaires soient augmentés afin de faire face à la flambée des prix a fait son chemin dans la conscience d'un certain nombre de travailleurs.

L'INITIATIVE DU MOUVEMENT

L'initiative de ce mouvement n'est pas venue des cinq grandes centrales syndicales qui ont pignon sur rue mais sont trop liées au patronat et au gouvernement. Le bruit courait depuis quelque temps que celles-ci, ayant eu vent de la grogne des travailleurs du secteur privé, étaient en négociation avec les autorités politiques et le patronat pour lâcher 10 000 F d'augmentation mensuelle. Autant dire une misère qui, pensaient-ils, allait dégonfler la colère qu'ils sentaient monter parmi les travailleurs.

L'initiative du mouvement est plutôt venue de petites centrales syndicales méprisées par les autorités et le patronat et aussi de quelques militants syndicaux ouvriers d'entreprise

qui, tout délégués syndicaux qu'ils soient, sont aussi et avant tout des travailleurs du rang qui subissent eux aussi la cherté de la vie et le mépris patronal. Ils ont formé une «plateforme revendicative».

Ces petites centrales syndicales, au nombre peut-être d'une dizaine, ne sont pas considérées par le gouvernement, qui ne reconnaît que les cinq principales centrales syndicales qui se partagent le pactole distribué annuellement par le gouvernement. Aussi, ces petites centrales non reconnues comptaient se servir de ce mouvement des travailleurs pour obtenir la reconnaissance de l'État et espérer bénéficier elles aussi de la manne financière de l'État.

LES DÉBUTS DU MOUVEMENT

Dans un premier temps, c'était à la fin du mois d'août, cette plateforme a organisé une première réunion avec des travailleurs autour de revendications à mettre en avant. C'est ainsi qu'elle a proposé la fin de la journalisation du travail, la revalorisation du smig¹ de

60 000 F à 200 000 F, la revalorisation de la prime de transport de 30 000 F à 60 000 F, l'instauration d'une prime de logement à hauteur de 70 000 F par mois et la déclaration à la Sécurité sociale. D'autres rencontres de ce genre ont eu lieu tout au long du mois de septembre, jusqu'au déclenchement du mouvement de grève.

Au début, les dirigeants de cette plateforme n'ont pas cherché à entraîner les travailleurs dans la grève. Leur objectif était de s'asseoir autour du tapis vert avec le syndicat patronal. Ainsi, le jour prévu pour les négociations, en bons patrons méprisants envers les représentants des travailleurs, les dirigeants du patronat n'ont même pas daigné s'y présenter. Ils ont carrément laissé poireauter les représentants syndicaux du matin jusqu'au soir.

Ces petits bureaucrates syndicaux, se rendant compte qu'ils avaient mis la charrue avant les bœufs pour se faire entendre du patronat, ont dû revoir leur plan. Des «groupes de sensibilisation» constitués de travailleurs volontaires ont été mis en place par ces syndicats pour sillonner la zone industrielle



Des ouvrières mobilisées, le jour de la grève.

1 Salaire minimum interprofessionnel garanti, équivalent du smic français.

durant deux semaines afin de mobiliser les travailleurs. La mobilisation était palpable dans la zone industrielle. La colère aussi était là. C'est ainsi qu'une journée de grève a été fixée par la plateforme pour le 12 octobre. Des groupes d'intervention ont été constitués; leur tâche était de bloquer la quinzaine d'entrées de la zone industrielle le jour de la grève.

LA GRÈVE

Ainsi, le 12 octobre, les groupes d'intervention ont effectivement bloqué les voies d'accès à la zone industrielle. Ils sillonnaient aussi les rues pour demander aux travailleurs de rentrer chez eux. Les véhicules personnels tout comme les camions de livraison ne pouvaient plus y accéder.

Il a fallu une intervention musclée des forces de l'ordre pour arriver à bout des barricades. Il y a eu des échauffourées, des courses-poursuites, des jets de gaz lacrymogène. Une trentaine de travailleurs ont été arrêtés au cours d'interventions policières. Ce n'est que dans l'après-midi que certaines grandes entreprises telles que Nestlé, Sonaco, ou encore Cargill ont pu faire reprendre le travail au forceps. Des travailleurs ont été convoyés sous bonne escorte policière. Malgré la répression et autres menaces de la part du patronat, les travailleurs de certaines entreprises ont réussi à tenir trois jours durant.

LES NÉGOCIATIONS

Dans le courant de la journée, patronat et gouvernement ont appelé les représentants de la plateforme à des négociations. Ces derniers s'y sont rendus accompagnés de plusieurs dizaines de travailleurs.

Les pourparlers ont duré de



Groupe de travailleurs venus à la porte des négociations.

15 heures à 21 heures, mais la montagne a accouché d'une souris. Le patronat n'a cédé sur aucune revendication des travailleurs à part la reconnaissance de ces petites centrales syndicales.

Les travailleurs qui attendaient dehors ont eu vent que les bureaucrates syndicaux étaient en train de valider cet accord. Ils ont fait irruption dans la salle des négociations pour empêcher sa signature et demander le départ de leurs représentants.

CE N'EST QU'UN DÉBUT, LE COMBAT CONTINUE

Les travailleurs ont montré leur détermination dans la lutte et leur capacité de paralyser la

plus grande zone industrielle du pays. Ce qui leur a manqué, c'est un contrôle démocratique de la grève par la base, c'est-à-dire par les travailleurs en lutte eux-mêmes. À aucun moment ils n'ont tenu une assemblée générale, ni voté leurs revendications, ni non plus élu leurs représentants pour diriger leur mouvement démocratiquement. Ils ont laissé toute l'initiative à la plateforme syndicale, dont les dirigeants avaient d'autres objectifs et d'autres intérêts que ceux des travailleurs en lutte.

Même si les travailleurs ont aujourd'hui repris le travail sans avoir eu gain de cause, ils ont fait la démonstration qu'ils étaient capables de s'organiser au-delà de leur entreprise et cette expérience leur servira à l'avenir.



Qatar : exploitation féroce et contrats mirobolants à l'ombre de la dictature

La Coupe du monde de football, organisée au Qatar à partir du 20 novembre prochain, ainsi que la guerre en Ukraine et la question de l'approvisionnement de l'Europe en gaz ont placé ce petit émirat au centre de l'actualité de ces derniers mois. À peine plus grand qu'un département français, ce territoire reflète pourtant à lui seul nombre des tares de l'économie capitaliste et du système de domination impérialiste.

UN MONDIAL ORGANISÉ SUR UN CIMETIÈRE

L'organisation du Mondial de football au Qatar, qui sera probablement suivi par des centaines de millions de téléspectateurs, fait l'objet aujourd'hui de nombreuses critiques. Beaucoup se contentent il est vrai de pointer du doigt le non-sens écologique et le gâchis que représentent à leurs yeux la construction d'installations sportives, en partie climatisées, en plein désert.

D'autres dénoncent le sort des travailleurs morts durant les travaux. En février 2021, une enquête du journal britannique *The Guardian* avait, la première, révélé que la seule construction des infrastructures hôtelières et sportives avait fait près de 6 500 morts. À ce jour, malgré les 15 000 décès d'étrangers officiellement recensés par lui entre 2010 et 2019, le pouvoir qatari ne reconnaît que trois accidents du travail mortels. Il prétend, contre toute évidence, que ces décès proviennent des suites de maladies ou de crises cardiaques sans rapport avec leur activité.

Des dizaines de milliards d'euros



ont été dépensés depuis l'attribution du Mondial en 2010, pour le plus grand profit notamment des géants du BTP, dont Bouygues, Eiffage et Vinci. Des millions de tonnes de béton et de verre tachées de sang. Au total, ce sont plus de 200 milliards qui devraient être engloutis à

la faveur de cette compétition. La majeure partie reviendra, sous forme de profits, aux actionnaires des entreprises occidentales qui prospèrent, depuis des décennies, à l'ombre de la dictature qatarie et sur les cadavres de ces damnés de la terre d'aujourd'hui. Les mirifiques

contrats que les grands groupes capitalistes ont signés à l'occasion du Mondial ne sont en effet que l'expression la plus visible de la place actuelle de cet émirat dans le système de domination impérialiste.

UNE CRÉATION DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

Pour mieux contrôler les voies commerciales vers l'Asie, les colonisateurs britanniques, par l'entremise de l'East India Company, s'étaient emparés dès 1820 de ce que les navigateurs et commerçants désignaient alors comme la Côte des pirates.

En 1867, pour faire pièce à la famille des Khalifa, qui contrôlait alors l'archipel de Bahreïn et qu'ils accusaient de se livrer à des actes de piraterie, les Anglais s'appuyèrent sur le clan rival des al-Thani pour créer le territoire du Qatar. Ils officialisèrent leur protectorat au cours de la Première Guerre mondiale, avant d'étendre ensuite leur emprise dans la région, se partageant avec l'impérialisme français les dépouilles de l'Empire ottoman.

Jusqu'en 1947, cet émirat fit partie, comme les autres micro-émirats du golfe Persique, de l'Empire britannique des Indes et demeura pour l'essentiel administré depuis New Dehli.

Même ses frontières ne furent délimitées qu'au milieu des années 1930, après la découverte des premiers champs pétroliers qui rendait ce bornage indispensable au partage des ressources d'hydrocarbures et des profits futurs. Leur exploitation effective n'ayant démarré qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'émirat demeura longtemps l'un des territoires les plus pauvres du Moyen-Orient, la seule activité faisant l'objet d'un véritable commerce restant la pêche des huîtres perlières. La capitale, Doha, était une bourgade misérable aux maisons en pisé, sans téléphone ni électricité.

L'extraction du pétrole et son transport nécessitant une main-d'œuvre importante, dont le Qatar était dépourvu, l'impérialisme britannique eut recours au recrutement massif de travailleurs dans ses anciennes colonies d'Asie. Il s'appuya sur le système de la kafala (le tuteur en arabe) qui plaçait ces migrants sous la tutelle exclusive et sans limite de leurs employeurs. Ce système traditionnel transforma en quasi-esclaves les travailleurs qui affluèrent dans l'espoir d'économiser de quoi faire vivre leur famille restée au pays. Il offrait notamment la possibilité à tout patron de priver ses salariés de leurs passeports et de leur interdire de quitter l'entreprise ou le pays. Quant à l'esclavage, au sens plein de ce terme,

qui demeurait essentiellement domestique, il ne fut aboli que dans les années 1950!

LA DICTATURE DES AL-THANI

Devenu indépendant en 1971, et ayant refusé de rejoindre la fédération des Émirats arabes unis qui se formait à cette occasion, le Qatar est resté, de coup d'État en coup d'État, sous la coupe de la dynastie princière des al-Thani. Ce clan familial dispose toujours de tous les postes clés et, jusqu'à une période très récente, ne s'était pas même donné la peine d'essayer de se parer du moindre vernis démocratique.

Les premières élections à une Assemblée, par ailleurs purement consultative, ne se sont tenues qu'en... 2021. Elles furent entièrement verrouillées, les partis (tout comme les syndicats) étant tout bonnement interdits. Ce scrutin ne concernait de surcroît qu'une fraction des 250 000 « citoyens » qataris, en l'occurrence les hommes majeurs dont les grands-parents étaient nés au Qatar, sur les 3 millions d'habitants que compte le pays. Depuis des décennies, l'immense majorité des habitants de cet État sont des travailleurs émigrés venus d'Afrique, du Proche-Orient et du Moyen-Orient, et surtout d'Inde et du Népal, qui demeurent privés de presque tous les droits.

Comme l'Arabie saoudite, dont elle a été longtemps une sorte de vassale au sein du système de domination britannique, le régime se réclame du wahhabisme, ce mouvement politique et religieux de l'islam sunnite particulièrement rétrograde et impitoyable, notamment à l'encontre des femmes. Depuis sa création, le Qatar n'a pas ménagé son soutien financier à divers mouvements islamistes, notamment aux Frères musulmans, mais aussi, dans



La ville portuaire d'al-Khor dans les années 1950.

la période récente, à Daesh et ses affidés, en Libye, au Mali, en Égypte ou en Syrie. Et ce au point d'être accusé en 2017 d'être un soutien du terrorisme par l'Arabie saoudite et la majorité des membres du Conseil de coopération du Golfe, qui ne sont pourtant pas les derniers dans ce domaine ! Cela vaudra d'ailleurs au Qatar d'être écarté brièvement du jeu politique dans la région et de subir un blocus économique de ses rivaux jusqu'en 2021. Mais cela ne l'a pas empêché de devenir une pièce importante dans le jeu mené par les grandes puissances dans la région.

UN GISEMENT GAZIER FAIT ÉTAT

La découverte il y a une cinquantaine d'années du gigantesque gisement gazier de North Field (6 000 km² de superficie et 13 % des réserves de la planète), dont le Qatar partage encore aujourd'hui l'exploitation avec l'Iran voisin, a fait de lui un des tout premiers producteurs et exportateurs de gaz au monde (notamment du gaz naturel liquéfié, le GNL). Il est devenu par là même un rouage important de l'économie capitaliste. En outre, sa situation géographique fait qu'un cinquième de la production mondiale de pétrole y transite. Depuis une cinquantaine d'années, des fortunes se sont donc déversées dans les coffres-forts de la classe dirigeante. D'autant que le Qatar, dont l'essentiel des ressources ont été exploitées après l'indépendance, a gardé en grande partie la main sur l'ensemble de la chaîne de production : trains de liquéfaction, flotte de navires méthaniers et gestion des ports. La Qatar Investment Authority (QIA), le fonds souverain de l'émirat, pèse de son côté plus de 400 milliards d'euros.

Mais cette manne est retournée pour l'essentiel vers les pays riches, sous forme de dépenses

fastueuses, de commandes et de placements en actions.

Dans la période récente, Bouygues a notamment obtenu, pour un milliard d'euros, la réalisation à Doha d'un des plus vastes et luxueux projets immobiliers du monde, ainsi que de deux tunnels d'assainissement. Vinci, via sa coentreprise Qatari Diar Vinci Construction (QDVC), a pour sa part construit deux lignes de métro, une autoroute et un hôtel de luxe pour plus de 4 milliards. Quant à TotalEnergies, présent depuis l'implantation pionnière de son ancêtre, la Compagnie française des pétroles (CFP), en 1935, il y possède de multiples activités, liées notamment à l'exploitation du gisement de North Field. Dans les années 1970, Total aurait directement renfloué à plusieurs reprises les caisses de l'État. Un placement qui s'est avéré très rentable depuis. Les témoignages, les plaintes recueillis sur les conditions de travail et de vie de la main-d'œuvre, pas plus que les procès engagés par les ONG, n'ont à aucun moment éteint la soif de profit de ces trusts.

UN ENFER POUR LES TRAVAILLEURS

À la source de ces richesses se trouve un prolétariat d'environ deux millions de travailleurs étrangers employés dans les hydrocarbures, le bâtiment, la sécurité, les transports, le commerce, etc. Ces migrants sont de

longue date recrutés dans leur pays d'origine par des agences spécialisées qui leur imposent des contrats léonins, après leur avoir fait miroiter des revenus ou des tâches bien différents de ce qu'ils trouveront au Qatar. Il leur faut en outre acquitter des milliers d'euros pour obtenir ces documents. Entassés dans des conditions indignes, des « blocs d'habitation » (« labor camp » en anglais), bidonvilles souvent sans accès à une eau véritablement potable, leurs salaires n'excèdent le plus souvent pas le salaire minimum (introduit seulement en 2019), qui représente aujourd'hui 230 euros environ pour une semaine de travail officielle de 48 heures.

La zone industrielle de la capitale, Doha, éloignée volontairement des hôtels et des centres commerciaux fastueux du centre, regroupe à elle seule 400 000 de ces travailleurs. La majorité sont employés dans les travaux du BTP, parfois jusqu'à 14 heures par jour, avec de très rares pauses, sous des températures qui frôlent les 50°C. Pour les projets considérés comme urgents, cette exploitation se prolonge jour et nuit sans interruption. Pas étonnant que nombre des décès recensés le soient par crise cardiaque. Le vocabulaire médical ne connaît pas les mots surexploitation ou assassinat patronal. Des dizaines de milliers de femmes, également venues de l'étranger et recrutées comme domestiques, sont surexploitées, maintenues elles aussi dans un



Logements ouvriers photographiés clandestinement.



Travailleurs immigrés à Doha, en 2013.

quasi-esclavage et victimes de viols qui restent impunis.

Privés par leurs employeurs de leur passeport dès leur arrivée, interdits de quitter leur entreprise, malgré l'abolition toute récente des règles traditionnelles de la kafala, ces travailleurs demeurent corvéables à merci mais aussi expulsables, sans recours possible ni indemnités. La simple ouverture d'une ligne téléphonique nécessite encore le plus souvent d'en passer par un intermédiaire.

Les fortunes les plus folles, les constructions et les technologies les plus modernes côtoient l'exploitation la plus brutale et prospèrent sur un océan de misère.

Tous ceux qui ont tenté de dénoncer ces faits ont été jusqu'à brutalement mis hors d'état de nuire à la bonne marche des affaires ou expulsés. En avril 2006, la révolte de plusieurs milliers de travailleurs d'origine asiatique pour l'amélioration de leurs conditions de travail avait été écrasée par l'armée à coups de fusil. Quant à l'Organisation internationale du travail (OIT), censée observer les conditions de travail dans le monde et faire respecter un minimum de droits, elle a récemment décidé de fermer les yeux sur cette réalité, au motif que des garanties avaient été introduites dans la loi « pour préserver les droits des travailleurs »,

mais non sans avoir encaissé de l'émirat 25 millions de dollars entre 2017 et 2020!

UN PARADIS POUR LES CAPITALISTES ET UN RELAIS DE L'IMPÉRIALISME

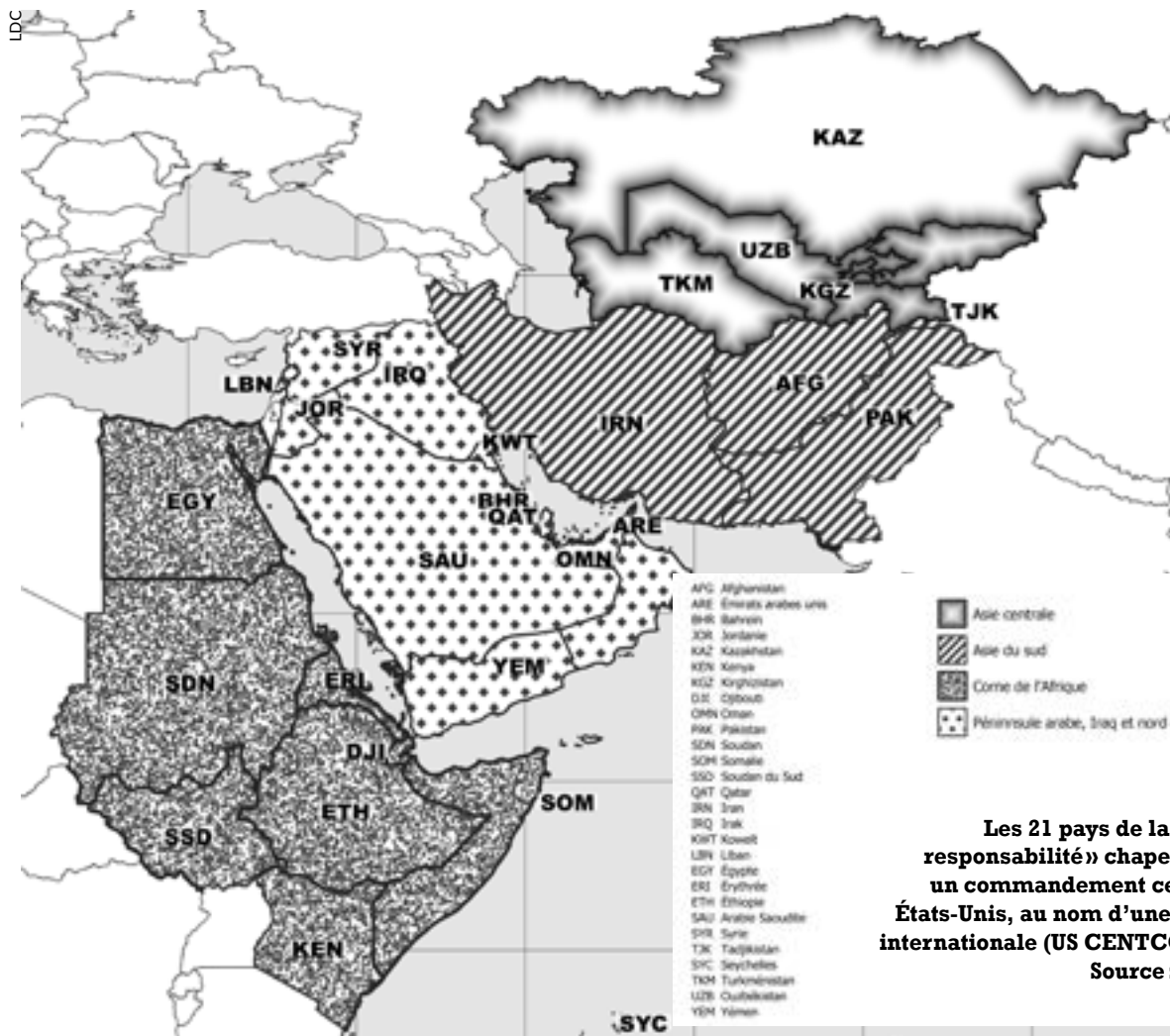
Si les grandes fortunes du Qatar ont par exemple acquis il y a quelques années le club du Paris-Saint-Germain et les joueurs de football les plus chers de la planète, le pays est surtout devenu une manne pour les capitalistes du monde entier, et en premier lieu français. L'émirat est un véritable paradis pour les affaires: pas d'impôt foncier ni sur le revenu, pas de droits de mutation, pas d'imposition sur les bénéfices durant dix ans pour tous les investissements étrangers à compter de la réalisation du projet, pas d'impôt sur les sociétés ni de droits de douane durant vingt ans et un accès à une énergie très bon marché...

Les capitalistes de l'armement y placent leurs engins de mort comme des petits pains, l'armée qatarie étant équipée à hauteur de 80% par la France, au point de devenir le pays aux dépenses militaires les plus élevées au monde par nombre d'habitants. De quoi combler les actionnaires de Thales, Airbus Helicopters ou Dassault. Ce dernier lui a vendu, par l'entremise

de François Hollande, près de 24 Rafale en 2015, auxquels s'en sont ajoutés encore 12 deux ans plus tard, avec une option pour 36 autres! Depuis Mitterrand, dont les deux septennats virent littéralement exploser les échanges commerciaux avec le Qatar, jusqu'à Macron, en passant par Hollande et Sarkozy, tous les présidents français ont maintenu ces liens privilégiés et les exemptions d'impôts et de taxes multiples protégeant les placements qataris dans l'Hexagone¹. Depuis les années 1990, la France est de facto devenue une sorte de paradis fiscal pour les capitaux qataris, au point de provoquer des réactions aussi délirantes que chauvines d'une partie de la classe politique et des médias, accusant le Qatar de vouloir « acheter la France »! Comme si l'achat d'un club de football, de quelques propriétés, de chevaux de course et de la complicité d'une nuée d'hommes politiques de droite comme de gauche faisaient du Qatar une puissance économique d'envergure mondiale! Comme si toutes ces sortes de notes de frais n'étaient pas le prix payé (avec l'argent public) pour permettre à TotalEnergies et autres groupes de continuer à puiser dans les richesses naturelles de l'émirat!

Mais le Qatar reste par-dessus tout un État qui, pour son intégration dans le commerce mondial et la politique au Moyen-Orient, dépend de ses bonnes relations avec les États-Unis. En 2011, au début des soulèvements contre le régime syrien, en se vantant de ce soutien de poids, le ministre des Affaires étrangères qatari Hamad Bin Jassem, dit HBJ, avait quelque peu interloqué ses interlocuteurs en assénant: « *De toute façon, vous n'avez rien d'autre à faire que de me suivre, j'ai les Américains*

¹ Elles ont été estimées entre 150 et 200 millions par an en 2015, par le rapport de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Dans les faits, toutes les familles des pétromonarchies du Golfe bénéficient de ces largesses. La « haute courtoisie internationale » veut en effet que l'on ne taxe pas les chefs d'État et de gouvernement. Or famille régnante et État se confondent très largement dans ces régimes, ce qui ouvre de larges possibilités d'exemption.



**Les 21 pays de la « zone de responsabilité » chapeauté par un commandement central des États-Unis, au nom d'une coalition internationale (US CENTCOM AOR)
Source : US Army**

derrière moi!² » Après avoir flirté durant des années avec le régime de Bachar al-Assad, le Qatar, se posant en parrain de la rébellion, devint la base arrière de certaines des milices islamistes qui le combattaient, avec la bénédiction des Américains. Ceux-ci disposent depuis 2003 au Qatar de l'immense base d'al-Udeid, la plus vaste hors de leur territoire national (10 000 hommes), où est établi, pour la région, l'US CENTCOM, le commandement central américain. Une tête de pont idéale pour ses interventions au Moyen-Orient, en Afrique comme en Asie. À Sillia, dans le sud de l'émirat, une base de l'armée qatarie abrite par ailleurs des entrepôts géants de l'armée américaine. Le Qatar s'est associé en 2011 aux États-Unis, à la France et à la Grande-Bretagne pour

renverser Kadhafi, entraînant et équipant une partie des milices islamistes libyennes. Pour la première fois, des unités et des avions de chasse du Qatar ont même alors participé directement à une opération extérieure. Pour le compte de l'impérialisme, le Qatar est également intervenu militairement jusqu'en 2017 au Yémen voisin, aux côtés de l'Arabie saoudite, malgré la rivalité qui les oppose : cette guerre a fait à ce jour plus de 400 000 morts. Il a été enfin l'un des tout premiers États du monde arabe à nouer des relations diplomatiques et commerciales officielles avec Israël. Ces preuves d'engagement ont permis au Qatar de jouer un rôle d'intermédiaire dans plusieurs crises politiques dans la région. Avec l'ouverture d'un bureau des talibans à Doha dès

2011, les États-Unis ont également pu négocier plus discrètement avec leurs représentants et signer un accord assurant leur retour au pouvoir à Kaboul. La chaîne d'information continue Al-Jazeera, largement diffusée dans tout le monde arabe, est un autre relais de cette politique.

Dictature moyenâgeuse, forte du soutien des plus grandes puissances impérialistes, le Qatar est, à l'instar des autres pétromonarchies du Golfe, l'une des expressions les plus révoltantes de la pourriture grandissante de l'économie capitaliste. Mais l'existence d'un prolétariat nombreux venu de plusieurs pays représente une force considérable, à même d'en finir avec cet ordre social et politique d'un autre âge.

Le 23 octobre 2022

2 Cité par Christian Chesnot et Georges Malbrunot dans *Qatar. Les secrets du coffre-fort*, Michel Lafon, 2013.



États-Unis: le droit à l'avortement remis en cause

Nous publions ici la traduction de larges extraits d'un texte paru dans *Class Struggle* (n° 112, juillet-août 2022), la revue du groupe trotskyste The Spark. Cet article a été écrit à l'intention de lecteurs américains, et aborde le problème du droit à l'IVG tel qu'il se pose aux États-Unis.

Le 24 juin dernier, la Cour suprême des États-Unis a annulé l'arrêt Roe contre Wade. Rendu en 1973, cet arrêt donnait à une femme, après consultation de son médecin, la possibilité légale d'avorter durant les deux premiers trimestres de grossesse.

Reposant sur les 9^e et 14^e amendements de la Constitution fédérale, l'arrêt de 1973 rendait inopérantes les lois des États qui avaient interdit l'avortement ou en avaient limité l'accès. À l'époque, l'avortement était autorisé dans tous les cas dans quatre États et, dans certaines situations (par exemple en cas de risque pour la vie ou la santé de la femme), dans seize États. Les trente États restants l'interdisaient.

L'arrêt rendu par la Cour suprême en 2022, à savoir «Dobbs contre l'organisation de défense de la santé des femmes de Jackson», annule l'arrêt de 1973 en invoquant deux arguments : d'abord, l'absence de toute mention de l'avortement dans la Constitution, oubliant au passage que les femmes n'y sont pas mentionnées non plus, car les rédacteurs de la Constitution estimaient qu'elles

faisaient partie, avec les esclaves, des personnes sur les droits desquelles il n'était pas nécessaire de s'étendre. Ensuite, Dobbs invoque «*la question morale fondamentale*», c'est-à-dire l'existence de ce que Roe avait nommé le «*potentiel de vie*», mais que la loi du Mississippi appelait «*le bébé à naître*»... La Cour juge en 2022 que l'État doit donner la priorité à celui-ci.

De fait, avec son nouvel arrêt, la Cour suprême a posé les jalons d'une interdiction complète de l'avortement à l'échelle nationale : elle s'est en effet contentée de transférer la question aux décideurs au niveau de chaque État, ce qu'elle nomme «*le peuple et ses représentants élus*». L'arrêt Dobbs prétend que le «*peuple*» n'est pas monolithique et que, sur un sujet aussi complexe sur le plan moral, il existe des visions contradictoires en son sein, en fonction de la géographie. Il affirme donc que chaque État est le mieux placé pour assurer que les droits promulgués correspondent à ce que souhaite la majorité de la population¹.

Mais dans ce débat juridique, un aspect n'a été abordé par aucune des deux parties. La dé-



Thomas E. Dobbs, responsable de la Santé dans l'État du Mississippi, a défendu sa loi de 2018, très restrictive sur le droit à l'avortement.

cennie qui a précédé l'arrêt de 1973 a été caractérisée par le très fort développement de mobilisations qui se sont recoupées et ont concerné de très nombreux secteurs de la société : le mouvement des Noirs pour conquérir leurs droits civiques, la lutte contre la guerre du Vietnam, les luttes des femmes pour l'égalité, la lutte pour la légalisation de l'avortement et d'autres droits des femmes liés à la reproduction, et enfin les révoltes urbaines. Parce qu'ils ont entraîné des masses importantes, qu'ils ont été déterminés et explosifs, ces mouvements ont contraint le gouvernement à satisfaire de nombreuses revendications de la population, dont

¹ Sur la base du même raisonnement réactionnaire, ce que les partisans de l'esclavage appelaient «*les droits des États*», la Cour suprême a maintenu pendant des décennies les lois ouvertement racistes et discriminatoires (dites lois Jim Crow) qui réimposèrent une situation de quasi-esclavage dans les États du Sud après la guerre de Sécession.



À New York, dans les années 1970 :
« Pour le droit des femmes à choisir l'avortement ».

celle concernant la légalisation de l'avortement.

La Cour suprême n'a jamais reconnu l'existence de ces mouvements dans son arrêt de 1973, et seulement indirectement dans celui de 2022. Or ils ont fortement marqué la période qui a précédé l'arrêt Roe, et ont très fortement reculé dans les décennies suivantes.

L'arrêt de 2022 a directement entraîné la fermeture de centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG). Le Texas, l'Oklahoma, l'Arkansas, le Missouri, le Mississippi, l'Alabama et le Dakota du Sud ont mis en vigueur l'interdiction quasi totale de l'IVG qu'ils avaient adoptée en anticipant la cassation de l'arrêt Roe. Cinq États s'approprièrent à en faire autant, et cinq autres mentionnent encore des interdictions d'avant 1973, que les tribunaux vont probablement confirmer. Ensuite, il y a les États dont la loi est si restrictive qu'elle rend l'IVG impossible. En tout, pas moins de 27 États², avec plus de la moitié de la population du pays, sont déjà ou vont bientôt devenir des « déserts de l'IVG », c'est-à-dire

dénués de tout lieu, équipement et personnel dédiés.

Le pays n'est peut-être pas retourné à la situation d'avant 1973, où la possibilité d'accéder à une IVG était plus que tout déterminée par les moyens financiers, mais il s'en approche. L'IVG est illégale ou impossible sur une très grande partie du territoire ; et, là où elle existe, son accès est déterminé par la classe sociale à laquelle une femme appartient.

LA CLAUSE DE CONSCIENCE ET LES BOMBES

Dès que l'arrêt Roe contre Wade fut adopté, en 1973, ses adversaires tentèrent de le contourner puis l'annuler. Face au mouvement qui avait arraché le droit à l'IVG, les premières restrictions arrivèrent par la petite porte, sous la forme apparemment inoffensive du budget rectificatif de 1974. Le sénateur Church, connu comme l'un des sénateurs démocrates les plus progressistes, proposa les « amendements sur la

clause de conscience ». Ceux-ci exemptaient de l'obligation de proposer l'IVG aux cliniques et aux hôpitaux privés qui affirmaient que l'IVG ou la stérilisation étaient contraires à la foi ou aux valeurs qu'ils défendaient. À l'époque, cet amendement fut peu remarqué et presque pas combattu. Le Sénat, contrôlé par les démocrates, l'adopta à une majorité de 92 contre un. Cet amendement était soutenu par les cercles dirigeants de l'Église catholique, laquelle était encore très étroitement liée au Parti démocrate.

Church affirmait que cet amendement désamorcerait l'opposition à l'arrêt de la Cour suprême. Celle-ci s'en trouva au contraire encouragée. Les hôpitaux dirigés par l'Église catholique commencèrent à sortir du nouveau cadre, d'abord lentement, puis de plus en plus précipitamment. L'amendement initial fut suivi d'autres, qui étendirent les possibilités d'exemption à d'autres établissements hospitaliers, à leurs cliniques et au personnel, y compris dans le public. Dans les hôpitaux publics, il y eut une vague de manifestations, de plus en plus de soignants faisant usage de la clause de conscience, et des campagnes de harcèlement contre le personnel médical, ainsi que des actions en justice intentées par les familles de femmes qui avaient subi une IVG.

Pour éviter le chaos qu'entraînaient les tactiques des anti-IVG, de nombreux hôpitaux déléguèrent l'intervention à des cliniques spécialisées. Aujourd'hui, 95 % des IVG sont pratiquées dans de tels établissements, dont les deux tiers n'effectuent que des IVG et sont en partie financés par le mouvement pro-IVG. L'avortement est

2 Parmi eux, seuls six États n'imposent aucune restriction sur le délai dans lequel une IVG peut être pratiquée : l'Oregon, le Vermont, le Colorado, le Nouveau Mexique, le New Jersey et l'Alaska. Les 19 autres en ont une, motivée par la « viabilité » du fœtus, c'est-à-dire le nombre de semaines à partir duquel le fœtus peut survivre hors du ventre de la femme avec une assistance médicale. Une telle formulation ouvre la porte à des interprétations tout à fait réactionnaires. (Note de *Lutte de classe*).

le seul acte médical pour lequel un tel fonctionnement existe.

Les cliniques spécialisées dans l'IVG sont alors devenues la cible des partisans du « droit à la vie ». En quelques années, une vague de terreur a balayé une partie du pays, principalement contre les prestataires de services médicaux : campagnes de harcèlement devant les cliniques et menaces de mort contre le personnel devinrent très fréquentes. Entre 1977 et 2020, il y eut onze meurtres et 23 tentatives de meurtre. Des dizaines de soignants furent grièvement blessés, certains défigurés, 42 cliniques furent victimes de bombes, 194 autres incendiées, 667 furent fermées à la suite de menaces d'attentats à la bombe, dont certaines plusieurs fois. Les patientes ne furent pas épargnées. Elles étaient harcelées et menacées à leur arrivée par des foules, jusqu'à ce que les policiers – quand ils venaient – leur libèrent la voie. Certaines femmes furent photographiées, leur portrait fut diffusé, voire imprimé dans les journaux locaux.

Cette violence s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui. Elle fut surtout concentrée de la fin des années 1970 au milieu des années 1990. Mais les attaques contre l'IVG dans son ensemble se sont étendues.

AVOIR LE DROIT DE DÉCIDER D'AVORTER NE VEUT PAS DIRE AVOIR LE DROIT D'AVORTER

En 1976, le Congrès adopta l'amendement Hyde, qui faisait partie d'un nouveau budget rectificatif. Il supprimait le remboursement de l'IVG par Medicaid³, sauf en cas de risque pour la vie de la femme. Les



Dans une manifestation des années 1970 : « Si les hommes pouvaient être enceints, l'avortement serait un sacrement » et « L'avortement, c'est notre droit ».

gouvernements de la plupart des États, qui possédaient leur propre régime équivalent à Medicaid, adoptèrent rapidement cette restriction.

C'était une attaque inédite contre les femmes les plus pauvres. En 1976, 300 000 femmes à bas revenus avaient subi une IVG prise en charge par Medicaid. En 1977, du fait de l'amendement Hyde, seules 3 000 purent le faire. Cet amendement n'empêchait pas les femmes pauvres d'accéder à l'IVG... pour peu qu'elles réussissent à rassembler rapidement le montant nécessaire, en arrêtant de payer leur loyer ou en limitant leurs dépenses.

En 1976, avec le reflux des mobilisations, les attaques contre le droit à l'IVG devinrent plus ouvertes, portées par les idées les plus réactionnaires. Les femmes qui percevaient des prestations sociales furent présentées comme des débauchées qui vivaient aux crochets de l'État. De nombreuses chaînes de télévision « respectables » crachèrent cette bouillie raciste et misogyne.

Si l'amendement Hyde avait été présenté par un républicain, il fut adopté par un Congrès contrôlé par les démocrates (respectivement 60 contre 37 républicains au Sénat, et 291 contre 144 à la Chambre des représentants). Lors de chacun des exercices suivants, de 1977 à 2022, cet amendement a été confirmé, indépendamment du parti majoritaire au Congrès et à la Maison-Blanche. Même lorsque les démocrates commencèrent à critiquer l'amendement Hyde, ils continuèrent de fournir suffisamment de voix chaque année pour le confirmer⁴.

Sous d'autres noms, l'interdiction portée par l'amendement Hyde a été étendue : aucun fonds fédéral ne pouvait plus être dépensé en lien avec l'IVG pour quelque programme que ce soit. Les cliniques pratiquant l'IVG ou orientant des patientes vers des centres d'IVG ne pouvaient plus recevoir des subventions publiques. Une femme bénéficiant de l'assurance invalidité Medicare ne pouvait plus l'utiliser pour prendre en charge une IVG. Il était désormais interdit aux femmes em-

³ Assurance maladie destinée aux personnes pauvres, principalement financée par le budget fédéral. (Note de *Lutte de classe*).

⁴ En 2022, Biden finit par admettre qu'il avait commis une erreur en soutenant cet amendement. Mais cela n'a pas été une erreur ponctuelle : il a soutenu ce texte pendant trente-deux ans en tant que sénateur, puis pendant sept années supplémentaires en tant que vice-président.

ployées par l'État fédéral de recourir à leur assurance maladie fédérale pour payer une IVG. De nouveaux groupes furent exclus du droit à l'IVG : les femmes incarcérées dans des prisons fédérales, les autochtones des États-Unis⁵ recourant à des cliniques implantées dans des réserves, les femmes de retour du service militaire, etc.

Durant la campagne présidentielle de 2008, Obama n'a cessé de répéter que l'IVG serait sa priorité et qu'il favoriserait une législation qui consacrerait le droit des femmes à l'avortement. Il n'en fit rien. En 2009, dans la loi sur la protection des patients et les soins abordables (appelée *Obamacare*), les démocrates, qui contrôlaient le Congrès, autorisèrent les contrats d'assurance maladie excluant la prise en charge de l'IVG sur les marchés régulés prévus au niveau des États⁶. La chose fut présentée comme un geste vis-à-vis des élus démocrates qui n'auraient pas soutenu la loi autrement. Pour montrer qu'il était prêt à travailler avec les républicains, Obama adopta un décret présidentiel stipulant que, sous son administration, les fonds fédéraux ne seraient pas utilisés pour la prise en charge de l'IVG. C'était un stratagème typique du Parti démocrate : prétendre céder une chose sans valeur pour conserver une chose précieuse. Mais avec les mesures entraînées par l'amendement Hyde, les femmes de la classe ouvrière perdirent l'accès à l'IVG. C'était une attaque sans précédent.

Dans les premiers temps après l'adoption de l'amendement Hyde, le mouvement organisé de défense des droits des femmes n'était pas conscient de la menace que ce texte constituait. Était-ce parce que ce mou-

vement était essentiellement incarné par des organisations dont les membres et les dirigeants étaient des Blancs de la classe moyenne ? Au début, ce texte semblait cibler une petite portion de la population, à savoir les femmes célibataires percevant des allocations, c'est-à-dire des femmes pauvres, souvent noires. Lorsque la partie la plus fragile de la population est attaquée, ne pas chercher à la protéger ouvre la porte à des attaques plus larges. Et c'est exactement ce qui se passa.

L'amendement Hyde a montré clairement que, si l'IVG est un droit, l'accès à l'IVG n'est pas garanti. La Cour suprême n'a pas dit autre chose, dans une décision rendue en 1980 : « *La liberté de choix d'une femme ne vaut pas droit constitutionnel aux ressources financières permettant de réaliser la totalité des droits protégés.* » Dans cette société de classes, les droits dont on peut jouir sont les droits que l'on peut se payer.

À LA RECHERCHE D'UNE BASE ÉLECTORALE : LES RÉPUBLICAINS SE DÉCOUVRENT PRO-VIE

En 1967, Ronald Reagan, alors gouverneur de Californie, signa l'une des lois les plus libérales du pays en matière d'IVG. En 1970, l'État de New York, dirigé par le gouverneur républicain Nelson Rockefeller, élimina toutes les restrictions imposées aux femmes souhaitant interrompre une grossesse au cours des 24 premières semaines. Nixon, Ford et Bush père, qui devaient être candidats républicains à la présidentielle, se déclaraient alors eux aussi pro-choix. Cela peut surprendre aujourd'hui, mais dans les années 1960 et au



début des années 1970 les républicains soutenaient plus ouvertement que les démocrates le droit des femmes à l'IVG.

Pourtant, dès 1976, le programme républicain défendit un amendement à la Constitution pour protéger le « droit à la vie des enfants à naître ». Cette volte-face résulta d'un calcul politique cynique. Le Parti républicain fit le choix de se tourner vers la hiérarchie de l'Église catholique, jusqu'alors liée au Parti démocrate, et vers les « méga-Églises » protestantes de plus en plus présentes à la télévision. Il contacta tous les religieux pour qui l'avortement pouvait poser un « problème moral » : baptistes blancs et noirs, évangélistes, etc. En se liant à eux, en les finançant y compris avec des fonds publics quand il était en position de le faire, le Parti républicain conquiert une base de plusieurs millions de personnes.

Promettant de restreindre l'avortement, les républicains prirent le contrôle de nombreux parlements d'État, ce qui leur permit de tenir leurs promesses, en adoptant des lois limitant l'IVG. Depuis 1973, 1 369 lois ont été adoptées à cette fin. La pression s'accrut après une décision de la Cour suprême en 1992, Casey contre le Planning familial de Pennsylvanie. L'accumulation de ces restrictions a gommé l'arrêt de 1973 dans

5 Terme qui regroupe les Amérindiens, les Inuits de l'Alaska et les Océano-Américains de Hawaï, des îles Mariannes et des Samoa. (Note de *Lutte de classe*).

6 Adopté en 2010, mis en application fin 2013, l'Obamacare rendit obligatoire la souscription d'une assurance santé auprès de compagnies d'assurances privées. Ce n'était pas un régime de sécurité sociale public ni universel. Il impliquait une dépense supplémentaire très coûteuse pour les foyers les plus modestes. Ceux qui refuseraient de prendre une telle assurance seraient passibles d'amende.



Opération 40 jours pour la vie : en 2021, réunion devant la clinique d'IVG de Jackson, dans le Mississippi. Sur la pancarte : « Priez pour mettre fin à l'avortement ».

de nombreuses régions du pays. Elle a entravé juridiquement la pratique de la médecine de la reproduction, et rendu plus difficile la vie des femmes souhaitant avorter.

Des hôpitaux ont été fermés à cause des clauses de conscience. Des cliniques ont été la cible de violences. Des lois restrictives ont entraîné la fermeture de quantité d'établissements. En 2000, 87% des comtés du pays (et 97% des comtés ruraux !) n'avaient aucun prestataire : ni hôpital, ni clinique, ni médecin capable de pratiquer une IVG. De 1982 à 2017, le nombre d'établissements pratiquant l'IVG est passé de 2 908 à 1 587 dans tout le pays. Ces établissements n'avaient souvent qu'un seul médecin, parfois venu de l'extérieur de l'État et seulement un ou deux jours par semaine, souvent contraint de dormir dans l'établissement parce que personne ne pouvait risquer de lui offrir une chambre.

En 2020, il n'y avait qu'un seul établissement pratiquant l'IVG dans le Missouri, dans le Dakota du Nord et du Sud et dans le Mississippi. Idem dans la partie nord du Michigan, grande

comme plusieurs États. La ville de Cincinnati, dans l'Ohio, qui compte 300 000 habitants, n'en avait aucun. Même constat dans dix villes du Texas de plus de 50 000 habitants. Malgré la prétention du gouverneur démocrate de la Californie de faire de son État un « sanctuaire » pour les femmes d'autres États, plus de la moitié des comtés californiens n'ont aucun établissement pratiquant l'IVG. La pénurie d'infrastructures affecte tous les types de soins médicaux aux États-Unis, car le système médical y repose sur la recherche pure et simple du profit. Mais dans le cas de l'avortement, c'est encore pire, car la liberté de pratiquer l'opération est limitée par l'action de l'État, sous l'influence des corps religieux.

Depuis qu'il est passé dans le camp anti-avortement, le Parti républicain a adopté la rhétorique du mouvement dit pro-vie, défendant le droit à la vie des enfants à naître. Droit à la vie : quel terme cynique de la part de gens qui méprisent tant la vie ! Les États qui ont le plus restreint l'avortement sont presque toujours ceux qui offrent le moins de soutien aux enfants et aux femmes dans le besoin. Plus la

restriction de l'avortement est importante dans un État, plus le taux de pauvreté des enfants de cet État est élevé. On y trouve aussi les pires taux de mortalité infantile et maternelle, et les plus forts taux de femmes sans assurance ainsi que de mères adolescentes.

LES CONSÉQUENCES DE L'ARRÊT DOBBS POUR LES FEMMES

L'arrêt de 2022 va probablement se traduire, dans plus de la moitié des États, par la fermeture des cliniques qui subsistaient. Cela accroîtra la distance à parcourir pour obtenir une IVG. Or la distance, c'est du temps et de l'argent, deux éléments qui font défaut à de nombreuses femmes. Pour avorter, elles doivent s'absenter de leur travail, en général sans être rémunérées, et le problème est amplifié par les périodes d'attente, les rendez-vous multiples dans les États où elles se rendent, la nécessité de se loger, elle aussi coûteuse. Comme il faut payer pour l'IVG elle-même, il est presque certain que le nombre d'avortements légaux va encore diminuer.

L'arrêt de 1973 n'avait pas entraîné une explosion du nombre d'avortements, il avait seulement légalisé les IVG. À mesure que les avortements légaux sont devenus plus courants, le nombre d'avortements illégaux a diminué, et le nombre de décès a chuté brusquement : en 1980, il représentait à peine plus de 1% de ce qu'il était en 1965 ! Le taux d'avortements légaux est passé de 13 pour 100 000 femmes en âge de procréer en 1972, à 29,3 en 1981, avant de revenir à 14,4 en 2020.

Avec l'arrêt Dobbs, le nombre d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses va repartir à la hausse. Et l'arrêt aura d'autres conséquences. Il valide la criminalisation des



À l'entrée d'une clinique de planning familial à Chicago, en 2014, une accompagnatrice tient une pancarte conseillant aux patientes de ne pas se laisser aborder par les manifestants anti-avortement. L'un des deux la harcèle.

médecins et des soignants impliqués dans une IVG, même s'ils ne font qu'informer à son sujet. Il rend possible une action au pénal contre une femme qui ne donne pas naissance à un bébé vivant. Cette possibilité de poursuites n'est pas une spéculation. De 1973 à 2020, près de 1 800 personnes ont été poursuivies pour être intervenues dans une grossesse, voire accusées de meurtre. Même en Californie, où la loi interdit d'accuser de meurtre les femmes qui interrompent une grossesse, deux femmes soupçonnées d'auto-avortement ont été accusées d'homicide.

QUI DÉFEND LA VIE ?

Les forces religieuses et politiques derrière l'arrêt Dobbs prétendent agir au nom du caractère sacré de la vie. Il est vrai qu'un fœtus est doté de vie. Il se développe en suivant un cheminement qui, en fin de compte, peut produire un être capable de devenir autonome. Ce développement se produit à la fois dans l'utérus et, après l'accouchement, dans la société. Mais avant que cet être devienne véritablement autonome, il est nécessaire de prendre soin de lui pendant un certain nombre

d'années. Il est également vrai que la femme qui porte le fœtus est elle-même dotée de vie : une vie humaine réelle et concrète. Or les forces pro-vie font totalement l'impasse sur cela. Elles s'arrogent le droit de décider quelle vie est la plus importante. Et parce qu'elles défendent cette société de classes qui a longtemps relégué les femmes au rôle de porteuses d'enfants, elles considèrent que la vie est du côté du fœtus.

La société capitaliste n'offre pas les moyens de satisfaire les besoins essentiels de la plupart des enfants, pas plus qu'elle n'offre la possibilité à la plupart des adultes de voir leurs besoins quotidiens pleinement satisfaits, et encore moins leur potentiel réalisé. Elle prive également de nombreuses femmes de la possibilité d'élever le nouvel enfant sans sacrifier l'avenir des enfants qu'elles ont déjà, ou le leur. Dans une telle société, le droit de choisir l'avortement est une nécessité. Au sein d'une société qui ne permet aucun choix décent, le choix ne peut appartenir qu'à la femme, car c'est elle qui est la plus intimement en contact avec les vies concernées : la sienne et celle du fœtus. Elle est la seule à connaître pleinement les problèmes

qu'implique une telle décision. Le choix doit être le sien. Et les communistes révolutionnaires se sont toujours battus pour que les femmes puissent faire ce choix.

Il est important que ceux qui défendent les droits des femmes reconnaissent que l'avortement est un choix parfois terrible. Certains membres du mouvement pro-choix prétendent que ce n'est qu'une procédure mineure, alors que c'est une décision qui touche à la vie. Décrire le fœtus comme un simple amas de cellules nie cette réalité, voire renforce les anti-avortement.

Prétendre qu'il sera facile d'avorter sans aucune aide médicale, en utilisant de nouveaux médicaments, Internet et un réseau de livraison international et semi-clandestin, passe à côté du fait que cette société criminalise les femmes qui auto-avortent. Avorter sans aide médicale, c'est s'exposer à de graves conséquences, tant sur le plan juridique que sur le plan sanitaire si quelque chose tourne mal, ce qui peut arriver. Prétendre que des personnes sans formation médicale ni soutien professionnel peuvent s'organiser pour pratiquer elles-mêmes des avortements, c'est se moquer de la médecine. Nous n'avons pas à nous convaincre que nous pouvons nous passer du niveau le plus avancé de la médecine, mais à organiser une lutte pour que le meilleur de la science soit accessible à tous. Cela signifie qu'il faut se battre pour changer la société. Les femmes qui, avant l'arrêt de 1973, menaient une existence clandestine pour aider d'autres femmes à avorter étaient certes héroïques. Mais de tels collectifs ne constituent pas un exemple à suivre pour l'avenir. Notre combat doit d'abord viser à forcer cette société à accorder aux femmes la possibilité de choisir.

Cette possibilité avait été reconnue en 1973 grâce aux luttes. Le problème est que trop de per-

AP PHOTO/GEMUNU AMARASINGHE



Protestations devant la Cour suprême contre l'annulation de la protection fédérale du droit à l'avortement, à Washington, le 22 juin 2022

sonnes ont cru que la lutte avait atteint son but, que Roe contre Wade avait transformé une possibilité en un droit intouchable. Aujourd'hui, le problème est l'illusion largement répandue que les démocrates défendront les droits des femmes parce qu'ils font de l'avortement un enjeu électoral. Or c'est ce même parti qui, de 1976 à 2022, a fortement entravé l'accès des femmes pauvres à l'IVG ; qui, à partir de 1973, a fermé les hôpitaux, ouvrant la porte au terrorisme qui a ensuite fermé les cliniques. Croire que la question sera à nouveau résolue par la Cour

suprême, et que pour cela il faut voter pour le parti qui promet de changer la composition de la Cour suprême pour en faire une cour pro-choix, c'est au mieux se voiler la face. Car en 1973 comme en 2022, la Cour suprême n'a fait que refléter l'existence ou l'absence d'une mobilisation puissante et vivante de la population.

Le premier pays au monde à avoir fait de l'avortement un simple droit légal, facile d'accès, fut la Russie en 1920, pays où la classe ouvrière s'était engagée sur la voie du renversement du capitalisme et de la construction

du socialisme. Ce n'est pas un hasard.

La lutte pour le socialisme est intimement liée à la lutte des femmes pour bénéficier de leurs pleins droits en tant qu'êtres humains. Les bolcheviks, qui menèrent la classe ouvrière au pouvoir, qualifiaient l'avortement de « triste droit », mais de droit essentiel pour les femmes tant que les conditions de vie créées par le capitalisme continueraient d'exister, et tant que les femmes seraient reléguées à l'esclavage domestique.

14 août 2022



L'ex-Secrétariat unifié face à la guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine voit, pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, la Russie confrontée à des puissances impérialistes. C'est par armée et peuple ukrainiens interposés qu'y intervient une coalition d'une quarantaine d'États, la plupart membres de l'Otan. Ce bloc fut créé en 1949 par les États-Unis contre l'Union soviétique, mais lorsqu'elle éclata en 1991, il ne disparut pas pour autant. Depuis, l'Otan a plus que doublé en nombre de membres et, après avoir intégré l'ancien glacis de l'URSS en Europe de l'Est, ses forces se sont approchées au plus près des frontières russes. Afin de compléter cet encerclement, Washington n'a eu de cesse de chercher à détacher l'Ukraine de la Russie. Dès 1991, conseillers de la Maison-Blanche et stratèges américains ont expliqué qu'il s'agissait du meilleur moyen d'empêcher la Russie de redevenir une grande puissance.

Une étape décisive fut franchie quand le pouvoir ukrainien bascula du côté occidental en 2014. Le Kremlin répliqua en amputant l'Ukraine de la Crimée, puis d'une partie du Donbass, où Kiev lança une guerre de reconquête avec l'appui militaire croissant de l'Occident. Kiev se montrant de plus en plus impatient d'intégrer l'Union européenne et surtout l'Otan, Poutine attaqua l'Ukraine, le 24 février.

Par rapport aux camps en présence, sur fond de crise mondiale qui s'aggrave et de tensions grandissantes entre l'impérialisme et des pays, Chine et Russie, qui ont les moyens économiques, étatiques, militaires, démographiques de ne pas se soumettre entièrement à lui, comment se positionne le principal courant de ce qui se présente comme la IVe Internationale ?

Plusieurs courants disent

être « la » IVe Internationale. Si aucun n'a de réel bilan à présenter en tant que courant communiste révolutionnaire, le plus important par la taille est l'ex-Secrétariat unifié (ex-SU). Il fédère, de façon plus ou moins lâche et selon des modalités diverses, des groupes dans quarante pays, dit-il, dont le NPA en France et, en ex-URSS, deux tout petits groupes : RSD (Mouvement socialiste de Russie) et Sotsialny Roukh (Mouvement social) en Ukraine¹.

Nous voulons discuter ici les positions de ce courant², exprimées par sa direction, son Bureau exécutif, le 1^{er} mars et le 24 mai derniers³, ainsi que par certains de ses groupes.

Ce courant n'a, pas plus qu'aucune autre tendance du trotskysme, les moyens de peser sur les événements en Ukraine ou ailleurs. Si nous en parlons malgré tout, c'est que cela a l'in-

térêt d'éclairer la politique qu'il mène, ou plutôt qu'il suit, à la remorque de milieux étrangers voire hostiles à la défense des intérêts de la classe ouvrière.

QUAND L'EX-SU BAZARDE LES ANALYSES DE LÉNINE ET DE TROTSKY

La Déclaration du Bureau exécutif de la IVe Internationale sur l'invasion de l'Ukraine fustigeait, le 1^{er} mars, l'« invasion militaire du territoire d'une ancienne nation opprimée, par un régime capitaliste oligarchique, autocratique et impérialiste dont le but est la reconstitution de l'Empire russe ».

Le SU, à l'époque où il reprenait au moins formellement l'analyse de l'URSS stalinienne faite par Trotsky, définissait à juste titre ce régime comme un État ouvrier dégénéré. Mainte-

1 L'ex-SU cite comme membres le NPA et RSD, pas Sotsialny Roukh (SR) ; mais des groupes qui sont affiliés à l'ex-SU présentent SR comme « nos camarades ».

2 Nous l'appelons ici ex-SU, nom sous lequel il est le plus connu. Pierre Frank, Ernest Mandel, Livio Maitan, Alain Krivine furent de ses dirigeants.

3 Le texte de ces *Déclarations* figure sur le site de l'ex-SU.

nant, il décrit la Russie comme un régime capitaliste et impérialiste. Pourtant, nulle part à notre connaissance il n'a pris la peine d'expliquer de façon convaincante comment, d'une URSS qui venait d'éclater et dont l'économie se trouvait en ruine, aurait pu surgir un État capitaliste développé, impérialiste au sens où les marxistes l'entendent. Il y a plus d'un siècle, quand Lénine a caractérisé l'impérialisme comme le stade suprême du capitalisme, il se fondait sur l'analyse des transformations survenues au sein du capitalisme et du nouveau mode de domination mondiale qui en résultait, en liaison avec l'exportation de capitaux dont les bourgeoisies des pays les plus riches ne trouvaient plus à tirer assez de profit à domicile.

La société et l'économie russes actuelles ne sont pas les produits de l'évolution organique du capitalisme parvenu au stade impérialiste. Certes, la Russie « investit » dans l'espace ex-soviétique, et surtout là. Car elle y est poussée par des motifs d'abord politiques, et non par les impératifs de la reproduction élargie du capital, comme les pays impérialistes d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord.

Et cela se vérifie de bien des façons. Ainsi, depuis qu'il est parvenu au sommet de l'État russe, Poutine déplore, périodiquement et en vain, la fuite des capitaux organisée par les nantis russes. À tel point que, pour moderniser son économie, la Russie dépend du bon vouloir intéressé des trusts occidentaux. Résultat : ce pays de 150 millions d'habitants, qui a hérité une certaine base économique de l'URSS, a un PIB voisin de celui de l'Espagne, trois à quatre fois moins peuplée. Résultat plus inquiétant dans la guerre du Kremlin en Ukraine : la Russie, reléguée au rang de pourvoyeuse de matières premières dans la division mondiale du tra-



L'usine d'armement russe Kronstadt, près de Moscou, a récemment vu stopper sa production par manque de composants étrangers.

vail, dépend en partie de firmes occidentales pour se procurer des composants indispensables à son industrie d'armement.

Libre à l'ex-SU et à ses organisations de réviser la définition marxiste de l'impérialisme. Libre à eux de répéter de façon incantatoire qu'ils sont contre « l'impérialisme » russe, en ne mentionnant que rarement l'impérialisme occidental. On pourrait certes dire qu'ils emploient le mot « impérialisme » dans le sens où les historiens l'appliquent à des formations aussi diverses dans le temps, l'espace et l'organisation sociale que l'Empire romain, celui que les Chinois appelaient l'Empire du Milieu, ou l'Empire napoléonien. Mais en quoi cela peut-il aider des militants de la classe ouvrière et de la révolution socialiste mondiale à s'y retrouver dans la compréhension des enjeux de cette guerre, des rapports entre les classes, de la dynamique des forces en présence ? En rien.

En revanche, on voit ce que l'ex-SU peut en espérer : que cela l'aide à trouver grâce auprès de ceux qui vomissent le régime de Poutine, mais qui, voyant dans l'Occident la promesse d'un Eldorado, n'ont rien à redire aux agissements de l'impérialisme. C'est pour ne pas heurter les illusions ou les préjugés de ces

gens en Ukraine, en Russie et en Occident qu'il rabâche « impérialisme russe », tel un mantra.

Ce n'est pas la première fois qu'il prend le contre-pied de Lénine ou de Trotsky. Il l'a fait si souvent qu'on pourrait ne pas le relever, si cela n'avait des implications d'autant plus graves en cette période d'exacerbation des tensions internationales. Car la définition militante de Lénine a permis à des générations de révolutionnaires de ne pas se fourvoyer au côté de « leur » impérialisme. Elle leur a permis de s'orienter, de comprendre



Karl Liebknecht, le 7 décembre 1918 à Berlin, durant la révolution allemande.

ce que l'impérialisme signifiait de barbarie pour l'humanité, et d'inculquer aux travailleurs l'idée qu'il n'y aura de réel affranchissement pour eux que si la classe ouvrière se hisse à la conscience de la nécessité d'abattre le système capitaliste dans ses citadelles impérialistes.

En fait, derrière le renoncement théorique de ce courant, se profile l'abandon de la perspective révolutionnaire socialiste. C'est ce qu'implique son choix de reprendre ce qui se dit et qui plaît dans des milieux universitaires, écologistes, anarchistes, progressistes et, à l'est de l'Europe, pro-occidentaux plus ou moins de gauche et flirtant avec le nationalisme... L'ex-SU fait les yeux doux à cette nébuleuse qui partage un même rejet de la tâche historique de la classe ouvrière : renverser le capitalisme. Il le fait avec d'autant plus de zèle qu'il aimerait lui faire oublier ce dont il se revendiquait à une époque pas si lointaine : par exemple le communisme et la révolution, que la LCR affichait dans son nom, avant d'en changer pour un « anticapitalisme » fourre-tout, donc consensuel dans les milieux visés ; ou le trotskysme, un terme que les organisations de l'ex-SU ne revendiquent plus guère, car il évoque trop la défense de l'héritage d'Octobre qui irrite tant la majorité de l'intelligentsia petite-bourgeoise.

L'INDÉPENDANCE ET LA DÉMOCRATIE À LA SAUCE IMPÉRIALISTE

À la veille de la guerre en Ukraine, l'ex-SU se prononçait encore « *Contre l'escalade militaire de l'Otan et de la Russie* », en plaçant les deux protagonistes sur un pied d'égalité⁴. Mais dès la guerre enclenchée, plus question de renvoyer les deux camps dos à dos. Ainsi, sa *Déclaration* du 1^{er} mars dé-

marre en énumérant très longuement les épisodes de la « *politique chauvine et impérialiste de la Grande Russie qui a commencé [...] depuis l'éclatement de l'URSS* » : guerres de Tchétchénie, « *guerre énergétique* », « *instrumentalisation des conflits de minorités nationales* », « *guerre avec la Géorgie* », « *annexion de la Crimée* » et « *établissement de « républiques » séparatistes dans le Donbass ukrainien contrôlé par des mercenaires pro-russes* », « *soutien militaire [...] à Loukachenko en Biélorussie* », « *intervention militaire* » contre un soulèvement populaire au Kazakhstan...

Le pouvoir de la bureaucratie russe est en effet responsable de bien des événements qui ont ensanglanté l'ex-URSS depuis trente ans. Mais pourquoi le texte cité ne dresse-t-il pas, pour la même période, la liste au moins aussi longue des méfaits commis par les grandes puissances d'Europe et d'Amérique ? Il n'évoque même pas la politique agressive et expansionniste de l'impérialisme vis-à-vis de divers États issus de l'URSS et surtout de la Russie.

Cette cécité volontaire lui permet d'opposer, sur un mode

rappelant la propagande des médias d'ici, « *la Russie, [qui] a un régime parlementaire autoritaire et répressif, avec des députés d'extrême droite à la Douma* » – ce que nul ne conteste –, à l'Ukraine, « *pays indépendant qui a préservé un régime de démocratie formelle* » – ce qui est discutable.

L'Ukraine, pays indépendant ? Mais de qui, de quoi ? Pas des oligarques qui le pillent. Ni de Zelensky qui sert ces prédateurs. Et moins encore des grandes puissances impérialistes, dont seule l'aide financière permet depuis des années à l'État ukrainien de boucler ses fins de mois. Ce que l'Ukraine paye au prix fort : elle a dû s'ouvrir en grand à la pénétration du capital occidental, ne plus protéger ses industries, son agriculture, et livrer ses classes laborieuses aux groupes internationaux, au chômage et à la misère, avec la fin des anciennes protections sociales. Et puis, comment pourrait-il y avoir d'Ukraine indépendante, quand sa survie dépend du soutien militaire décisif des pays impérialistes ?

Quant à prétendre que Kiev préserverait la démocratie, même formelle, c'est une fable.



Manifestation syndicale contre les nouvelles lois réduisant le droit du travail : « Stop à l'esclavage pour le monde du travail », en janvier 2020, devant le Parlement à Kiev.

⁴ La *Déclaration* de son Bureau exécutif, publiée dans sa revue *Inprecor* n°693 et datée du 31 janvier 2022, porte ce titre.

Le Monde du 18 octobre a relaté en détail comment Zelensky faisait régner la loi martiale et une censure implacable, contrôlait la télévision et en avait offert plusieurs chaînes à ses amis oligarques.

Certes, le texte de l'ex-SU signale en passant : « *Les forces d'extrême droite et fascistes étaient très visiblement présentes lors des manifestations du Maïdan en 2014.* » Mais il omet de préciser que le régime actuel, issu du Maïdan, a décerné le titre de « père fondateur » à Stepan Bandera, sinistre héros du nationalisme d'extrême droite, auquel il dresse partout des statues. Bandera se disait nazi en 1938. Après l'attaque de l'URSS en juin 1941, les banderistes formèrent la division SS Galychyna (Galicie) pour épauler le Reich et se livrèrent à des massacres de Juifs, Polonais, Russes et communistes. Récemment, c'est sur des paramilitaires d'extrême droite se réclamant de cette tradition que Kiev s'est notamment appuyé pour combattre dans le Donbass et, après le 24 février, pour encadrer les volontaires des milices de défense.

Afin d'étayer la fable d'un régime démocratique, la *Déclaration* de l'ex-SU passe sous silence le fait que l'État ukrainien de Porochenko puis Zelensky a supprimé l'enseignement public dans les langues des minorités hongroise, roumaine, polonaise – un système datant de l'URSS – et dans la langue d'une grande partie des travailleurs du pays, le russe. Cette omission de l'ex-SU vise à ménager Sotsialny Roukh (SR), qui en tient pour l'emploi exclusif de l'ukrainien dans la sphère publique.⁵ Il rejoint en cela la position des nationalistes et de la petite bourgeoisie intellectuelle, à laquelle importe plus d'imposer

le principe « un seul État, une seule langue » que de respecter la démocratie, même formelle, pour les classes laborieuses.

Dans un autre domaine, la *Déclaration* tait aussi la promulgation de lois qui interdisent la promotion des « *totalitarismes fasciste et communiste* ». Dans les faits, le régime ne ménage pas sa complaisance à l'extrême droite, mais réserve les rigueurs de la loi à quiconque se revendique du communisme, de la lutte de classe ou de la révolution. Les animateurs de SR ont d'ailleurs banni de leur apparition publique tout sigle ou référence que vise la loi de « *décommunisation* » afin, disent-ils, ne pas prêter le flanc à la répression. L'ex-SU ne peut pas l'ignorer, d'autant qu'ils avaient aussi invoqué cette raison en 2015, quand ils décidèrent de changer leur nom Liva Opozytsia (Opposition de gauche) en Sotsialny Roukh (Mouvement social), plus neutre, ce qui leur permet de se présenter comme une ONG !⁶

L'OTAN EFFACÉE DES RADARS DE L'EX-SU

Il faut attendre le milieu de sa *Déclaration* (chapitre 3) pour que ce courant évoque enfin l'Otan et rappelle qu'il s'est opposé à cet « *outil de l'impérialisme américain et de ses alliés [...] dès sa création* ». C'est bien le moins. Mais c'est surtout destiné à préparer ce qui suit : « *La propagande poutinienne a tenté de justifier l'agression par l'élargissement de l'Otan à l'est, qui aurait ainsi mis en danger l'existence de la Russie.* »

Après 1991, des conseillers des présidents américains ont pourtant envisagé que, pour affaiblir définitivement la Russie, il faille non seulement la séparer de l'Ukraine, mais la diviser en plu-

sieurs entités étatiques. L'ex-SU le sait, mais refuse a priori que l'invasion de l'Ukraine puisse être un acte d'auto-défense du Kremlin. L'admettre ne l'empêcherait pas de combattre la bureaucratie russe, son régime et sa politique. Mais il lui faudrait aussi pour cela se tenir sur un terrain de classe, et non pas, comme le font les organisations de l'ex-SU et leurs publications, partir d'un point de vue moralisant sur le droit de l'agressé à se défendre, sur la démocratie face à la dictature, ce qui tord le bras à la réalité et fait surtout passer à la trappe ce qui est fondamental pour des marxistes : l'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Se vouloir hors-sol par rapport à la lutte de classe convient parfaitement à la petite bourgeoisie intellectuelle occidentale, russe ou ukrainienne à laquelle s'adresse l'ex-SU. Aussi, dans cette guerre, il ne se place pas sur le seul terrain qui importe aux communistes révolutionnaires : celui des intérêts des travailleurs, qu'ils soient d'Ukraine, de Russie ou d'ailleurs.

Dans son texte, l'ex-SU tient la balance égale entre la chétive OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), composée de la Russie et de cinq autres ex-républiques soviétiques, et l'Otan, ce bloc militaire des puissances impérialistes. Certes sa *Déclaration* relève qu'avec son « *accumulation d'armes toujours plus puissantes* » l'Otan suscite « *l'opposition d'une grande partie de la population dans le monde* ». Mais elle ajoute, à la charge du Kremlin, que « *ce n'est pas la préoccupation de Poutine* » et, à la décharge de l'impérialisme, que « *dans certains pays, qui avaient été colonisés par le tsarisme ou assujettis par l'URSS, l'adhésion à l'Otan a été soute-*

5 La *Résolution* adoptée au dernier congrès de SR développe cette position, bien que les extraits publiés par *L'Anticapitaliste* (n° 633) n'en laissent rien paraître.

6 Approuvant la défense de l'Ukraine par l'armée de Zelensky, SR mène aussi des actions humanitaires (aide alimentaire, vestimentaire aux réfugiés), ce qu'il donne en exemple de résistance populaire.

nue par leurs populations dans l'espoir qu'elle protégerait leur indépendance ».

La formulation pourrait s'appliquer aux pays Baltes ou à la Pologne. Mais l'Ukraine a une tout autre histoire. Elle a été opprimée par le tsarisme et ses masses laborieuses ont, durant la révolution de 1917 puis la guerre civile, choisi de rallier la fédération égalitaire des républiques soviétiques que leur proposaient Lénine et Trotsky. Elles avaient pu vérifier qu'en 1918-1919 les nationalistes ukrainiens n'avaient rien eu de plus pressé que de se placer sous la tutelle de l'Allemagne, puis de l'Angleterre et de la France, et de placer leur population sous la botte des anciennes classes possédantes.

Ces faits historiques, et ce qu'ils impliquent comme vérification révolutionnaire de la politique bolchevique à l'égard des peuples opprimés, Poutine en interdit le rappel en Russie, lui qui accuse Lénine d'avoir trahi la Grande Russie en « inventant » l'idée d'Ukraine indépendante. De fait, un interdit analogue pèse sur l'Ukraine, où Zelensky et ses parrains occidentaux veulent effacer tout souvenir de la révolution d'Octobre et des espoirs qu'elle souleva parmi les travailleurs ukrainiens.

Les écrits de Sotsialny Roukh (SR) vont malheureusement dans ce sens : ils ne se réfèrent jamais plus à cette période révolutionnaire de l'histoire de l'Ukraine. Non pas que ces militants craignent les foudres du pouvoir, car ils ne manquent pas de courage individuel et collectif. Ils l'ont prouvé en diverses occasions face à l'extrême droite. Mais, avec la guerre, le courage physique ne suffit plus. Il faut avoir du courage politique, celui de refuser de marcher au pas, de s'aligner sur l'ennemi qui est toujours dans notre propre pays, selon la formule, ô combien d'actualité,



MIKHAIL VOSKRESENSKIY IMAGO IMAGES SNA

Soldats russes envoyés en Ukraine.

de Karl Liebknecht durant la Première Guerre mondiale.

S'agissant des militants de SR, il leur faudrait, outre tenir pour ennemi le régime poutinien, voir comme tel l'État ukrainien, celui de Zelensky et des oligarques, celui qu'arment et inspirent les États impérialistes. Or ce n'est pas le cas. La *Résolution* adoptée le 17 septembre par leur congrès oppose les travailleurs aux diktats des employeurs, dénonce les oligarques et leur pouvoir, mais elle n'envisage jamais de s'adresser aux premiers pour leur proposer l'objectif de briser le pouvoir de leurs exploités et d'instaurer leur propre pouvoir. SR déclare : « *Notre pays mérite une organisation pour l'après-guerre dans laquelle un travail décent, un système de protection sociale satisfaisant et pouvoir accéder à l'éducation, aux soins médicaux deviendront une priorité.* » Et d'ajouter qu'il défend un « *projet radical de transformation de la société sur la base d'une libération complète de la propriété publique* (en donnant en exemple les chemins de fer ukrainiens actuels !) *et de la démocratie* » (dont on a vu ce qu'il en était).

Ce n'est guère radical, socialement s'entend, et de toute façon ce sera pour « après ». Mais, plus fondamentalement, ne pas poser la question du pouvoir, de quelle classe l'exerce, et vouloir des « jours heureux » pour « notre pays », cela rappelle

jusque dans les termes le programme – qui se prétendait de transformation sociale sur la base de la « victoire » – du CNR stalino-gaulliste pour la France d'après-guerre. Un programme qui signifia maintenir la classe ouvrière sous le joug pour qu'elle reconstruise la France du capital.

L'ex-SU se veut solidaire de SR. Une solidarité qui se traduit par du suivisme, car l'ex-SU, lui aussi, ne rappelle pas dans ses écrits ce que fut et signifia pour les masses ukrainiennes le pouvoir des soviets du temps de Lénine et Trotsky. Il se tait, sans même pouvoir dire que c'est à cause de la censure. Autre exemple de suivisme de l'ex-SU et de ses organisations à l'égard de courants petits-bourgeois : *L'Anticapitaliste* a publié le 14 avril, sans commentaire, de larges extraits de la déclaration faite le 7 avril par le RSD russe et l'ukrainien Sotsialny Roukh. Leur prise de position commune n'a malheureusement pas grand-chose d'internationaliste. Sur le fond, elle justifie l'Otan, affirmant : « *Il est très naïf de demander la démilitarisation de l'Europe de l'Est [car] cela rendrait les pays plus vulnérables à l'agression de Poutine.* » Comme s'il n'était pas au moins aussi naïf de croire que l'Otan, « *bras armé de l'impérialisme* » disait jadis le SU, puisse protéger les peuples ! Or c'est ce qu'affirme le RSD et SR : « *L'agresseur*

impérialiste est la Russie, pas l'Otan, et si la Russie n'est pas arrêtée en Ukraine (en pratique, seules les puissances de l'Otan en ont les moyens), elle continuera certainement son agression [...] en Pologne, Lettonie, Lituanie ou Estonie. »

L'ex-SU ne s'aligne pas aussi clairement derrière « notre » impérialisme. Mais lui et ses organisations collent à de petits groupes est-européens qui s'alignent, eux, sur l'Otan et le camp occidental, celui de l'impérialisme.

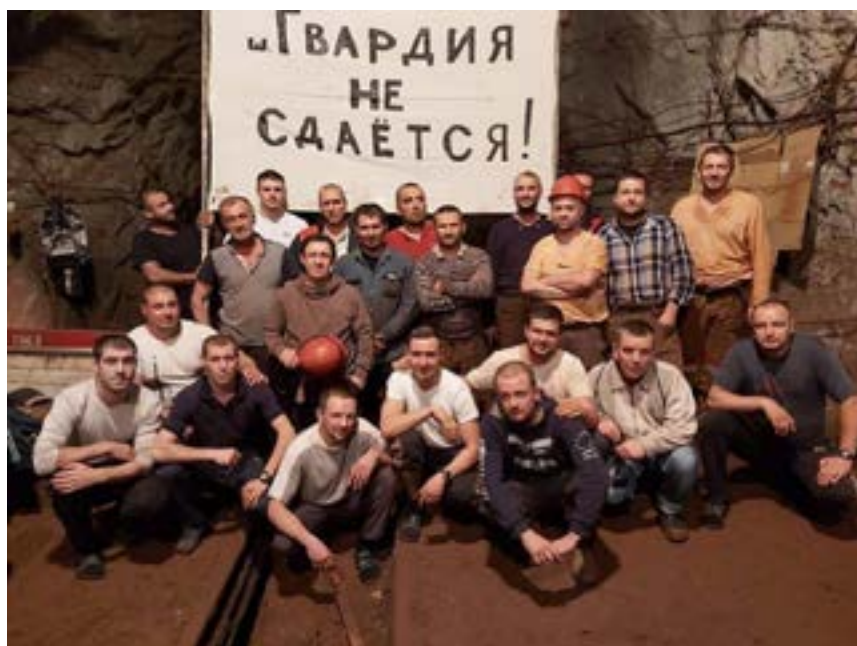
Pour se dédouaner, l'ex-SU invoque les « populations de certains pays » qui voudraient protéger leur indépendance en adhérant à l'Otan. Les populations ? Mais, en Ukraine et ailleurs au centre de l'Europe, c'est d'abord la petite bourgeoisie, affairiste ou intellectuelle mais pro-occidentale, qui réclame le « parapluie » de l'Otan. Et même s'il était vrai que des populations fassent de même, depuis quand les marxistes s'inclinent-ils devant ce que « veulent les populations » quand cela aboutit à suivre leurs pires ennemis de classe ou à reprendre les slogans de la réaction la plus crasse ?

Cette position n'est pas celle d'un communiste révolutionnaire. Et elle ne devrait pas être celle de la direction d'un courant qui se réclame, au moins sur son site, d'une filiation avec l'Internationale fondée par Trotsky en 1938, qui, lui, voulait construire le futur parti mondial de la révolution prolétarienne.

LE DROIT DES PEUPLES REVU PAR L'EX-SU

Le reste du texte est à l'avant : il n'a plus grand-chose à voir avec la lutte pour le socialisme international et la défense des intérêts de la classe ouvrière, remarquablement absente de la façon qu'a l'ex-SU de poser les problèmes.

Il affirme : « *La lutte contre*



TELEGRAM / MYKHAILO VOLYNETS

Mineurs de fer barricadés au fond d'un puits à Krivoi Rog (Krivyy Rih), Ukraine du sud en 2020, pour exiger que leur patron, oligarque ukrainien, paye leurs salaires.

Sur la banderole – en russe : « La Garde (nom de la mine) ne se rend pas ! ».

l'extension de l'Otan à l'est passe [...] par la défense intransigeante des droits nationaux et démocratiques des peuples menacés par l'impérialisme russe. » Comme si ce n'était pas sous couvert de défendre les droits des peuples contre la Russie que l'Otan n'a cessé de s'étendre ! Résultat concret de la chose : partout en Europe centrale on a des salaires très inférieurs à ceux pratiqués en Allemagne ou en France, une main-d'œuvre qualifiée livrée aux grands groupes occidentaux, avec, pour garantir leurs profits et l'inégalité sociale, des pouvoirs au caractère autoritaire et réactionnaire de plus en plus marqué. L'Ukraine ne fait pas exception, elle qui, selon SR, l'ex-SU et le NPA, aurait donc imposé son « droit à disposer d'elle-même » en laissant s'instaurer un pouvoir pro-occidental en 2014.

La défense du droit à disposer d'eux-mêmes pour les peuples que le tsarisme avait opprimés, un des piliers de la politique des bolcheviks, fut mise en œuvre par les masses mobilisées, révolutionnaires, des nations opprimées et de l'ancienne nation dominante,

russe. Et c'est uniquement ainsi qu'elle a pu améliorer leur sort. Mais la formule « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », que les organisations de l'ex-SU emploient à tout bout de champ pour justifier leur alignement derrière la défense de l'Ukraine par Zelensky et par l'Otan, ne recèle en soi aucune force qui garantirait les droits des opprimés. À l'époque de la révolution russe, le représentant de l'impérialisme sorti grand vainqueur de la guerre, le président américain Wilson, recourut souvent à ce thème, y compris avec des formulations très voisines, pour jeter un voile pseudo-démocratique sur le redécoupage de l'Europe et le repartage des colonies par les Alliés en fonction de leurs intérêts, qui bafouaient les droits des peuples vaincus d'Europe ainsi que ceux des peuples coloniaux. Quant à la Société des nations nouvellement créée, une « *caverne de brigands* » disait Lénine, elle couvrit le nouvel ordre impérialiste du drapeau du droit des peuples.

Aujourd'hui, que signifie l'affirmation par l'ex-SU que la lutte pour les droits des peuples

mettrait un terme à l'expansion de l'Otan vers l'est ? L'ex-SU évoque une lutte qui n'existe pas, alors que ce qui est bien réel c'est qu'il fait, lui, chorus avec des courants nationalistes de gauche ou démocrates au sein de la petite bourgeoisie en Ukraine. Alors derrière les mots, son assertion relève au mieux d'un vœu pieux, et en fait d'un renoncement. Et sur toute la ligne, quand on lit ce qui suit : « *L'impérialisme américain ne fait que profiter de la fuite en avant du nouveau tsar du Kremlin.* » Pour agir en tant que tel, l'impérialisme aurait donc besoin d'un Poutine ? Ce n'est pas sérieux.

En attendant, l'ex-SU en appelle à la responsabilité des « *militants du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux [...] de soutenir la résistance de la nation ukrainienne opprimée. Pour arrêter cette guerre, il faut sanctionner le régime de Poutine et aider l'Ukraine à faire face à l'agression.* »

Sur ces deux derniers points, l'impérialisme s'y emploie : les trains de sanctions s'enchaînent, ceux des livraisons d'armes aussi. Mais, et Biden le répète, ce n'est pas pour arrêter la guerre, c'est pour qu'elle dure ; pour montrer qui gouverne le monde et ce qu'il en coûte à la Russie de ne pas assez plier devant l'impérialisme.

L'ex-SU apporte son « *soutien aux sanctions contre la Russie réclamées par la résistance ukrainienne* ». Celui qu'on entend, jour après jour, réclamer armes et sanctions, c'est le président-chef de guerre Zelensky, qui incarne la résistance de « sa » nation. La position de l'ex-SU revient donc à s'aligner sur ce que veut l'homme de l'Amérique placé à la tête de l'État ukrainien.

L'ex-SU ne peut même pas ignorer que les sanctions qu'il soutient, ce sont moins les oligarques et dignitaires de la bureaucratie que les travailleurs

de Russie qui en font les frais, comme ils font les frais de l'escalade guerrière que conduit l'impérialisme.

Quant à la « *résistance de la nation ukrainienne opprimée* », dont le texte fait grand cas, elle a été encadrée dès 2014 par des forces qui défendent les intérêts des ennemis des opprimés d'Ukraine : les paramilitaires d'extrême droite, la moyenne bourgeoisie affairiste, les oligarques locaux, les capitalistes occidentaux et, au-dessus d'eux, les puissances impérialistes, tous bénéficiaires et organisateurs de l'exploitation des travailleurs ukrainiens. Ceux-ci n'ont bien sûr rien à espérer d'une victoire de Poutine. Mais leur faire croire que, si le camp Zelensky-Biden l'emportait, cela pourrait ouvrir la voie à la fin de leur oppression, c'est les tromper, agir en ennemi des travailleurs.

L'EX-SU APPLAUDIT L'OTAN ET L'UNION EUROPÉENNE

Le 24 mai, le Bureau exécutif a publié un nouveau texte, *Guerre en Ukraine : solidarité avec la ré-*

sistance ukrainienne, contre tous les impérialismes.

Il reprend les grandes lignes énoncées le 1^{er} mars, avec encore moins de réserves quant au rôle de l'Otan. Ainsi, au chapitre « *Notre position* », lit-on : « *Les Ukrainiens mènent une lutte de libération nationale contre l'invasion. Nous soutenons leur droit de résister, y compris militairement [...] dans le contexte d'un nouveau conflit inter-impérialiste. Dans cette guerre, l'impérialisme occidental, représenté par l'Otan et l'UE, a pris parti et soutient financièrement et matériellement la résistance de l'Ukraine. Cela a clairement renforcé la résistance et amélioré ses perspectives.* »

L'ex-SU a beau se dire contre tous les impérialismes, on le voit là dressé contre la Russie et indulgent pour le camp des États occidentaux lorsqu'ils arment et financent l'État ukrainien. Mais en quoi ce fait améliore-t-il les perspectives de la résistance ukrainienne ? L'aide de l'Europe et de l'Amérique a tellement renforcé la capacité militaire de l'État ukrainien que, de la défensive, il a pu passer à l'offensive. Lui et ses parrains peuvent



Des syndicalistes engagés volontaires « pour défendre l'Ukraine ».

considérer que cela renforce leurs perspectives. Mais quel mieux y a-t-il là pour les perspectives de la résistance populaire que vante l'ex-SU ? Des militants de la classe ouvrière peuvent-ils croire et faire croire qu'il faut bouter l'armée russe hors d'Ukraine, pour ensuite régler ses comptes avec le régime des oligarques que cette victoire aura renforcé et que l'Otan protégera ?

Si tel était le cas, il faudrait combattre pareille idée comme mortelle pour la classe ouvrière. Et d'autant plus fort qu'elle semble répandue même à l'extrême gauche en Ukraine. On l'entend dans une vidéo tournée en avril-mai⁷, où sont interviewés un syndicaliste et des militants d'extrême gauche engagés dans l'armée de Zelensky.

Que de jeunes ou moins jeunes militants se bercent de telles illusions, sous la pression d'une opinion que dominent les courants défensistes, bellicistes, nationalistes, n'a rien d'étonnant. Le rôle d'organisations qui ne subissent pas directement cette pression, et surtout d'une Internationale communiste révolutionnaire et internationaliste, serait précisément d'aider ces militants et jeunes révoltés par la guerre, par les injustices sociales, à ouvrir les yeux. Pour cela, il ne faudrait pas craindre de leur enseigner en particulier que le mouvement communiste s'est construit, durant le premier conflit mondial, en combattant les politiques national-chauvines et ceux qui les promouvaient : les chefs de la IIe Internationale, qui enchaînaient les travailleurs au char de guerre de leurs exploiters.

Au lieu de quoi, l'ex-SU ne dit rien qui contrarie les illusions des militants dont elle se revendique en Ukraine, en Russie ou ailleurs. Il leur chante leur chanson, à moins que ce soit l'inverse. Ce courant nous a tellement habitués à s'aligner de façon systématique sur des positions satisfaisant des milieux aux idées socialdémocrates ou reprenant ce qui est à la mode dans telle ou telle couche de la jeunesse, de l'intelligentsia, pour ne pas dire de la petite bourgeoisie, qu'il n'apparaît plus seulement comme suivant ces milieux-là. Il est devenu le reflet de ce que pense cette catégorie sociale qui refuse de prendre en compte l'opposition fondamentale entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Dans le cas présent, on constate de quelles dérives politiques cela s'accompagne, quand l'ex-SU en arrive à trouver du positif dans l'intervention des puissances impérialistes d'Europe et d'Amérique dans le conflit en Ukraine.

On pourrait dire qu'en l'occurrence le Bureau exécutif, qui couvre de son autorité son opportunisme vis-à-vis du camp impérialiste, renoue avec l'attitude de ses ancêtres politiques. En effet, en 1940-1941, dans la France occupée par un impérialisme allemand plus puissant, on vit la plus importante section de la IVe Internationale, livrée à elle-même après qu'un tueur de Staline venait d'assassiner Trotsky, sombrer dans l'union sacrée avec ce qu'elle appelait « *la bourgeoisie pensant français* ». Cette section française dans sa quasi-totalité passa par-dessus bord tout ce que Trotsky avait tenté de lui en-

seigner, et garda tout ce qu'il avait combattu dans les jeunes organisations trotskystes, en cherchant à lier à la classe ouvrière des militants, certes courageux, mais baignant dans les milieux de la petite bourgeoisie réformiste et socialdémocrate. Aujourd'hui, on peut voir dans la façon dont les médias, les gouvernants et malheureusement l'ex-SU ont d'opposer le bon, l'agressé – l'Ukraine – et le méchant, l'agresseur – la Russie – la reprise d'un scénario usé. En effet, avant et durant la Deuxième Guerre mondiale, les staliniens, les sociaux-démocrates et d'autres avaient tout fait pour détourner la classe ouvrière de la révolution sociale. Dans ce but, ils lui avaient présenté, comme substitut à la lutte contre la bourgeoisie, le leurre de la lutte entre deux principes censés s'exclure et dont aurait dépendu le destin de l'humanité : la démocratie et le fascisme. Au nom de quoi, ils avaient déployé tous leurs efforts pour embrigader les travailleurs dans le camp dit de la démocratie, celui des États impérialistes français, anglais, américain, contre le camp de l'impérialisme allemand et de ses alliés. En ce sens, on peut dire que l'histoire bégaye.

De tout temps, la guerre a été une pierre de touche pour les révolutionnaires et leur programme. Dans les circonstances de la guerre de Poutine et de l'intervention impérialiste en Ukraine, on constate qu'en s'adaptant aux idées de divers courants de la petite bourgeoisie, l'ex-SU s'éloigne de plus en plus du camp de la révolution socialiste.

27 octobre 2022

⁷ On trouve la vidéo *Ukraine – L'arme à gauche : des révolutionnaires dans la guerre* sur la chaîne Youtube du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU).

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,50 €.

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail: www.lutte-ouvriere.org

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences :

Les banques, un concentré du capitalisme en crise
(n° 168, 20 novembre 2021)

L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours
Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser
(n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871
(n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920: l'occupation des usines
(n° 165, L'Internationale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste: du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme
(n° 164, 22 janvier 2021)

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

À paraître en souscription

Georg Scheuer

Seuls les fous n'ont pas peur
Scènes de la guerre
de trente ans (1915-1945)

Collection Témoignages

9€ jusqu'au 15 novembre 2022
(prix public : 15€)



Barabara Kingsolver

Sur les Piquets de grève
Les femmes dans la grande grève des mines d'Arizona en 1983

Collection Témoignages

11€ jusqu'au 15 décembre 2022
(prix public : 19€)



Déjà parus

Désiré Nogrette

Vivre heureux en luttant

Prix: 13,50 €



Roland Szpirko

Passage de témoin

Prix: 17,50 €



Paul Palacio

Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt

Prix: 9 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>